

459

FÉVRIER
2025
3,60 €

LA CHRONIQUE
LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS



UKRAINE

REVENUS

Trois ans de guerre.
Des milliers d'Ukrainiens capturés.
Un soldat, un orphelin, des religieux kidnappés
racontent leur détention en Russie.

AMNESTY
INTERNATIONAL 



459
FÉVRIER
2025

07 ÉCLAIRAGE

Mexique
Une présidente féministe ?

09 ALERTE

Irak
Vers la légalisation du mariage
des enfants

10 DÉCRYPTAGE

Génocide à Gaza :
un rapport historique

13 GÉOPOLIS

Le regard de Pierre Haski
Chine : chasse aux artistes

30 PERSPECTIVE

Etinosa Yvonne
Boko Haram dans les têtes

31 RÉCIT

Afrique du Sud
Un village contre
une multinationale

44 CULTURE

« Si tu viens de Nanterre,
on te regarde bizarre »

46 VIE DU MOUVEMENT

En fanfare à Rambouillet

50 HISTOIRE

Vivre en tyrannie
M^{me} Mao contre les artistes

**Pour vous abonner
à La Chronique,
rendez-vous sur le site :
amnesty.fr/chronique**



© CERISE SUDRY-LEDOU

DOSSIER UKRAINE REVENUS 14

La Chronique a rencontré des prisonniers ukrainiens revenus dans leur pays après leur détention en Russie : des religieux et un soldat témoignent de leur calvaire dans les prisons. Déporté en Russie, un jeune orphelin raconte comment l'engagement de son avocate et la mobilisation médiatique lui ont permis de rentrer à Kiev. Un cas exceptionnel, alors que 20 000 enfants sont encore séparés de leurs parents par la guerre.



© PALOMA LAUBET

PORTFOLIO 34 Mozambique Les survivantes du Cabo Delgado

Dans le nord du pays, des miliciens d'Al Shabaab ralliés à l'État islamique enlèvent des femmes, les marient de force, les utilisent comme esclaves sexuelles. Nos journalistes ont écouté le récit de rescapées.

Dans *La Chronique* n^{os} 457/458 (déc. 2024 - janv. 2025), un paragraphe s'est envolé p. 32. Le voici.

La préfecture de la Marne nous apprend que, cet été, « 22 inspecteurs du travail et 105 gendarmes » étaient quotidiennement sur le terrain. De son côté, la procureure de la République de Châlons-en-Champagne, Annick Browne, stipule qu'elle a réorganisé ses services en vue de mieux centraliser les constatations d'infractions. « Notre objectif est que les réponses pénales soient claires et qu'il y ait tout sauf un sentiment d'impunité qui se mette en place. » Ces décisions ont-elles eu un effet ? En face de la gare d'Épernay, tout près d'un square, nous abordons un groupe de jeunes hommes en train de discuter. L'un d'eux nous dit qu'il traîne ici « depuis des jours ». Pour les travailleurs étrangers qui vivent en France, c'est un lieu de rendez-vous notoire.

L'article intégral est à retrouver sur : amnesty.fr/chronique/champagne-amer

« LEURS YEUX ONT LA COULEUR DE NOS GUERRES »

ANNE SAVINEL-BARRAS

Présidente d'Amnesty International France



Moulaida, 14 ans, habite dans un bidonville à Mayotte. « *C'était horrible, j'étais terrifiée. Si j'avais des pouvoirs, je voudrais que toutes les maisons se lèvent et qu'il n'y ait plus de cyclone* », raconte-t-elle à France Info. Son regard grave parle à lui seul de la catastrophe, de la terrible crise humanitaire. Les enfants en paient le prix le plus élevé. Affamés, nombre d'entre eux errent dans les rues de Mamoudzou. La réalité des inégalités en France se rappelle à nous alors que des voix politiques prétendent que la priorité est de renvoyer les familles étrangères hébergées dans les abris d'urgence et de fermer des centres. L'Unicef exprime sa profonde inquiétude : la protection des enfants ne doit-elle pas être inconditionnelle, sans discrimination ? Que va devenir Moulaida ? À Gaza, Walid, 2 ans et demi, a de la chance, confie son papa : il a eu droit à un manteau arrivé dans un petit sac depuis la France. Journaliste palestinien, son père Rami Abou Jamous publie son journal de bord sur le site Orient XXI. Avant, explique-t-il, tous les Gazaouis aimaient la pluie, mais, cet hiver, ils prient pour qu'elle ne tombe pas, le vent a emporté les bâches, abris de fortune. « *Je n'arrive pas à décrire la situation ; il faut vivre dans cet enfer pour comprendre la détresse de ces familles qui n'ont plus aucun toit pour abriter leurs enfants de la pluie et du vent, ni assez de vêtements ni assez de couvertures, parce qu'on n'en trouve plus à Gaza.* » Les enfants

sont traumatisés, affamés, tremblants de froid les pieds dans la boue, blessés, infirmes. Leurs regards nous crient que le génocide continue. « *À la fin, tout le monde verra à travers nos yeux* », écrit Rami. Qu'advient-il de quelques enfants qui survivront à tant d'horreurs ? En Russie, Varvara, 10 ans, a posté un statut [*publication éphémère*] sur WhatsApp avec un dessin en soutien à l'Ukraine. Résultat : elle a été interrogée par la police de Moscou qui a menacé sa mère et perquisitionné le domicile. Toutes deux ont quitté la Russie. Maria, 12 ans, n'est pas partie. Les autorités russes l'ont séparée de son père et placée dans un orphelinat pendant près d'un an parce qu'elle avait réalisé un dessin hostile à la guerre. Son père a été condamné à une amende pour ce dessin, puis à deux ans de prison pour des commentaires sur les réseaux sociaux. En Russie, enfants et parents opposés à la guerre s'exposent à la séparation forcée, au placement en institution, aux arrestations arbitraires, aux poursuites pénales, y compris pour les mineurs. Tant de jeunes sont ainsi pris pour cibles afin de mieux écraser la dissidence. Comment vivront-ils avec ces traumatismes ? Enfants meurtris, vos yeux ont la couleur de nos guerres, de nos conflits terrifiants, absurdes et irresponsables. Indignons-nous, rebellons-nous face à ce que jamais nous ne devrions accepter. C'est notre obligation et notre responsabilité.

— Le 20 janvier 2025



L'INVITÉE

Naïssam Jalal

Flûtiste et compositrice

Propos recueillis par Fanny Marlier

Chaque mois, une personnalité
s'empare d'un sujet qui lui tient à cœur.
Française d'origine syrienne,
Naïssam Jalal exprime en musique
ses révoltes. Dans ses deux
derniers albums, la flûtiste propose
des rituels de guérisons imaginaires
comme refuge à la violence
du monde.

Ma conscience politique est intimement liée à ma condition de fille d'immigrés en France. Je porte l'étranger dans ma chair, dans mes os, dans mon corps, dans les traits de mon visage et la couleur de ma peau. J'ai réalisé que j'étais une Arabe en France vers 6 ans. Il n'y a pas eu besoin d'un élément déclencheur particulier,

tous les stéréotypes ancrés dans l'inconscient collectif me renvoyaient à mon statut d'étrangère. À cause de ce racisme insidieux, j'ai développé très jeune une espèce de honte de moi-même, tout en comprenant mal ce qui m'était reproché. Cette honte cohabitait avec un sentiment de révolte. Quand j'avais 13 ou 14 ans, des amis de mes parents m'avaient surprise dans la rue en train de me disputer avec des policiers parce qu'ils avaient contrôlé un homme
15 au seul motif qu'il était noir. J'étais indignée par toutes les formes de racisme. Mes parents sont tous les deux syriens et artistes peintres. Après le coup d'État d'Hafez al-Assad en novembre 1970, ils ont quitté la Syrie pour venir étudier aux Beaux-Arts de Paris et vivre dans un pays libre. En 1984, enceinte de moi, ma mère a choisi de m'élever en France: elle
20 ne voulait pas que je grandisse dans une société conservatrice où devenir musicienne ou danseuse serait impossible. Mes parents avaient une conscience de gauche, mais n'étaient pas encartés dans un parti ou une association. Je devais avoir 5 ou 6 ans lorsqu'ils ont commencé à m'emmener dans des manifestations de soutien à la Palestine. C'est à cet âge-là qu'ils m'ont également encouragée à apprendre un instrument: j'ai choisi la flûte! À 17 ans, j'ai découvert l'improvisation. Une révélation. Je pouvais exprimer en musique
25 des blessures intimes inconscientes, des émotions, des douleurs impossibles à dire en mots. J'avais trouvé mon moyen de survivre dans ce monde si dur. En 2003, mon baccalauréat en poche, je suis partie vivre en Syrie. Je voulais comprendre ce qu'être arabe signifie. Sans parler la langue, je me suis inscrite au Grand Institut de musique arabe de Damas pour étudier le nay, une flûte en roseau dont on joue en position
30 oblique. J'ai quitté le pays au bout de quelques mois, car je ne supportais plus d'être constamment suivie par des hommes des renseignements généraux. En Syrie, tout le monde est surveillé, mais le simple fait d'être une femme, de discuter avec des gens dans la rue et de fumer des cigarettes me rendait particulièrement suspecte. Je me suis ensuite installée au Caire afin de continuer mon initiation à la musique arabe.
35 Là-bas, j'ai suivi l'enseignement de la légende du violon égyptien, Abdo Dagher. Ce très grand monsieur a joué notamment aux côtés d'Oum Kalthoum, la célèbre diva.

“ La violence du monde m’amène à explorer le lien entre musique et spiritualité ”

Avec d’autres jeunes musiciens, je me rendais tous les soirs chez lui, il nous offrait le thé et nous invitait à jouer sa musique. Il nous transmettait ainsi son savoir. J’y suis restée trois ans, accueillie avec bienveillance par une communauté de jeunes musiciens progressistes qui voulaient s’émanciper de la tradition musicale arabe classique sans la renier, et avaient soif d’une certaine modernité. Trois années formatrices, et en même temps difficiles à vivre en tant que femme dans une société dont je refusais les codes. Quand j’invitais des hommes à venir jouer chez moi, des voisins se plaignaient au gardien, qui en parlait au propriétaire. J’ai été expulsée une quinzaine de fois de mes appartements parce qu’on m’accusait de tenir une maison close!

En 2006, de retour en France, je me suis inscrite en licence de philosophie à Paris-VIII. Dans les cours de Daniel Bensaïd, j’ai découvert des penseurs passionnants comme Hannah Arendt ou Jacques Rancière. Le livre *Peau noire, masques blancs* du psychiatre et écrivain Frantz Fanon (1952) m’a bouleversée. Son analyse sur les troubles mentaux développés par les Noirs à cause du regard des Blancs a déclenché en moi un séisme. J’ai réalisé combien il était urgent de déconstruire nos imaginaires de domination. Lorsque la révolution des printemps arabes a éclaté, en 2011, voir tant de Syriens défilé dans les rues au péril de leur vie a été un électrochoc. Pour la première fois, j’ai eu envie d’être syrienne. J’étais fière de ce peuple, j’admirais son courage, sa détermination et sa dignité. Dans le même temps, regarder sur Internet des vidéos de corps d’enfants morts et de processions funèbres était infiniment douloureux. Donner voix à leur résistance m’a semblé impératif. J’ai fondé le quintette *Rhythms of Resistance* avec lequel j’ai sorti, en 2016, l’album *Almot Wala Almazala* {« *La mort plutôt que l’humiliation* »} en hommage aux révolutionnaires syriens. En parallèle, je me suis investie dans l’opposition politique syrienne en France, en faveur d’une société progressiste, laïque et démocratique. J’ai organisé des concerts de soutien pour venir en aide aux familles restées là-bas. Une partie des recettes

de mes ventes d’album était alors versée à des associations d’aide aux victimes.

La chute récente de Bachar al-Assad me redonne de l’espoir. Je ne pense pas encore à l’avenir, je ne boude pas ma joie immédiate. Je suis tellement heureuse de voir tous ces prisonniers retrouver enfin leurs proches. La violence du monde me touche et m’amène à explorer toujours plus profondément le lien entre musique et spiritualité. Car il ne peut y avoir de résistance sans résilience, et il n’y a pas de résilience sans spiritualité, sans musique.

J’ai composé mes albums *Quest of the Invisible* ou *Healing Rituals* comme un refuge musical et spirituel, un lieu de résilience. ●

La sélection de *La Chronique*

Sur scène : le 27 février, au New Morning (Paris)

Sur Arte : *Naïssam Jalal - Jazz sous les pommiers*

Albums :

Healing Rituals (2023)

Quest of the Invisible (2019)

Almot Wala Almazala (2016)

Osloob Hayati (2015)

40

45

50

55

60

65

70

, UNE ACTUALITÉ SORTIE DE L'OMBRE ÉCLAIRAGE

MEXIQUE

MEXIQUE L'ÉTAT DE GRÂCE DE CLAUDIA SHEINBAUM

C'est la première femme présidente du Mexique. Éluë à la tête d'une coalition de gauche, entrée en fonction le 1^{er} octobre 2024, Claudia Sheinbaum a prévenu : « *No llego sola, llegamos todas* » (« Je n'arrive pas seule, nous arrivons toutes »). L'enjeu est de taille dans un pays où 3 439 femmes ont été tuées en 2023 : neuf ou dix victimes par jour. Au lendemain de son investiture, la cheffe de l'État a créé un secrétariat des Femmes, une grande première.

Le 25 novembre, pour la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, son gouvernement a lancé une « *campagne permanente* » intitulée « *Es tiempo de mujeres sin violencia* » (« C'est l'heure des femmes sans violence »). Dix promesses sont listées, incluant la formation des fonctionnaires aux discriminations de genre, la prévention de la violence dans les écoles ou la création de bureaux de procureurs spécialisés dans

la défense des femmes. Cependant, le journal *El País México* a révélé des coupes imminentes dans le budget fédéral alloué à la politique d'égalité entre les sexes pour 2025, en particulier pour les foyers d'accueil des victimes de violences conjugales. La raison ? Un arbitrage budgétaire en faveur des retraites des Mexicaines, notamment. Malgré cela, « *Claudia Sheinbaum donne de l'espoir* », déclare Yadira Cortés Castillo, qui dirige Red Mesa de Mujeres, une association historique de lutte contre les féminicides à Ciudad Juárez, ville frontalière avec les États-Unis ravagée par ce fléau. Déjà en tant que maire de Mexico, Claudia Sheinbaum avait créé le premier secrétariat municipal aux droits des femmes et un parquet spécialisé : grâce à sa politique, le taux de féminicides avait chuté d'un tiers entre 2020 et 2023.

— Laurène Daycard

ACTUALITÉS

LE MOT DE LA RÉDAC

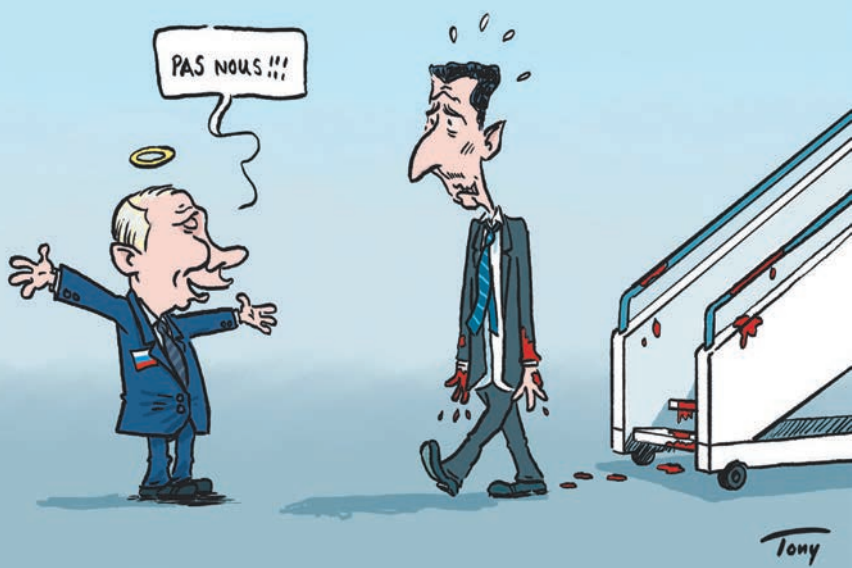
Les apprentis sorciers



Les récentes déclarations des géants des réseaux sociaux me font l'effet d'un train, lancé à toute allure, sans que l'on ne puisse l'arrêter. Le 9 janvier, en pleine campagne électorale en Allemagne, le patron de X, Elon Musk, diffuse sa discussion avec la cheffe de file de l'extrême droite allemande, Alice Weidel. Il lui donnait ainsi un accès à ses 213 millions d'abonnés. Ce n'est pas la première fois que le magnat de la tech fait du pied aux nationalistes extrémistes en dehors des États-Unis. En mars 2024, il avait soutenu un groupuscule identitaire autrichien, à quelques mois des législatives que l'extrême droite a fini par remporter. Comment ne pas faire le lien avec Tik Tok qui, soupçonné de faire le jeu de la Russie, aurait contribué à faire élire un président nationaliste en Roumanie ? Que penser de Mark Zuckerberg qui, à la tête de Meta (Facebook, Instagram, Threads), abandonne l'idée de filtrer les contenus racistes et homophobes ? Les géants du numérique assument. Ils donnent le *la* en pleine campagne électorale. Ils mettent la force de frappe de leurs algorithmes au service d'idées extrémistes. La question n'est pas de savoir si cela sert une stratégie économique ou politique, mais si nos démocraties sont suffisamment armées pour les contrer.

VIRGINIE ROELS
Rédactrice en chef

HUMANITAIRE DE NOMBREUX PAYS SUSPENDENT LE DROIT D'ASILE AUX SYRIENS



SYRIE

Un empressement cynique

Dès le lendemain de la chute du régime de Bachar al-Assad, renversé par des rebelles islamistes le 8 décembre dernier, onze pays européens ont annoncé qu'ils suspendaient l'examen des demandes d'asile en provenance de Syrie. Alors que la situation sécuritaire reste chaotique, cette décision prise en urgence met en péril un droit fondamental : celui de ne pas être renvoyé dans un pays où la vie et la liberté sont en danger. C'est l'un des principes clés du droit d'asile. Le président syrien déchu est plus chanceux : Bachar al-Assad a été immédiatement accueilli par son allié russe à Moscou, comme le montre le dessin du caricaturiste suisse Tony Marchand.

A L E R T E

IRAK

VERS LA LÉGALISATION DU MARIAGE DES ENFANTS



Un amendement en discussion au Parlement irakien menace de légaliser le mariage dès 9 ans. Il se heurte néanmoins à une forte opposition.

PAR
PAULINE BANDELIER

Jummar. Cependant, ces mariages sont illégaux sur le plan juridique : les familles et les maris encourrent une amende s'ils tentent de les faire enregistrer par un juge. Si cet amendement devient loi, ces mariages religieux seront légalement reconnus. »
Celle proposition rencontre néanmoins une vive opposition dans la société irakienne. La coalition 188, composée de femmes, de militants, de personnalités politiques

et d'avocats, mène une campagne pour empêcher l'adoption de cette réforme. Grâce à leurs efforts, le vote sur l'amendement a été repoussé à plusieurs reprises depuis septembre. Comme le rappelle Amnesty International¹, « des propositions similaires ont été faites en 2014 et 2017, mais elles ont été abandonnées après avoir suscité un tollé national ». Pour Hala Abdullah, « ces tentatives récurrentes révèlent que certains hommes perçoivent la montée en puissance des femmes en politique et dans la société comme une menace ». En témoignent l'inquiétude soulevée par la forte participation des femmes aux manifestations antigouvernementales de 2019, ainsi que les violences ciblant des femmes journalistes et avocates d'opposition, souvent perpétrées par des groupes gouvernementaux ou des milices. Selon la journaliste, l'amendement s'inscrit dans un contexte plus large de répression des minorités en Irak, le gouvernement ayant déjà adopté plusieurs lois inspirées de la charia, telles que la criminalisation des homosexuels et des personnes transgenres.

¹ – Communiqué du 10/10/24 à lire sur [amnesty.org](https://www.amnesty.org)

Les conservateurs chiites reviennent à la charge au Parlement irakien. Un amendement prévoit d'accorder aux autorités religieuses le pouvoir d'encadrer les affaires familiales. S'il est adopté, il autorisera les Irakiens à choisir entre le responsable religieux de leur communauté et un tribunal d'État pour régler un litige en matière d'héritage, de divorce, mais aussi d'âge minimal pour se marier. Selon certaines interprétations du droit islamique chiite, cela pourrait abaisser l'âge légal du mariage à 9 ans pour les filles et 15 ans pour les garçons. Déposé l'été dernier, cet amendement a été validé en septembre par la Cour suprême fédérale d'Irak qui l'a estimé conforme à la Constitution. Il vise à modifier la loi sur le statut personnel (loi 188), en vigueur depuis 1959, qui fixe l'âge minimal du mariage à 18 ou 15 ans avec l'accord d'un juge. Actuellement, 28 % des Irakiennes sont mariées avant 18 ans, selon l'Unicef. « Dans les zones rurales, beaucoup se marient religieusement avant l'âge de 15 ans, souvent sous pression familiale ou pour échapper à la pauvreté, explique Hala Abdullah, journaliste pour le média irakien



Décombres du quartier d'Al-Rimal, dans la bande de Gaza, en octobre 2023.

© UNICEF/UNI452795/ISLYEH

GAZA

GÉNOCIDE : L'ENQUÊTE

Le 5 décembre 2024, Amnesty International a publié un rapport de près de 300 pages, qui accuse Israël de commettre un génocide contre les Palestiniens de Gaza¹. Selon la convention des Nations unies de 1948 sur le génocide, ce terme s'applique lorsque « *des actes sont commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux* ». Pour qualifier ainsi les actions israéliennes à Gaza, des preuves irréfutables étaient nécessaires. D'octobre 2023 à juillet 2024, les équipes d'Amnesty International ont ainsi mené une enquête approfondie en analysant vidéos, images satellites, photos, jurisprudences des tribunaux internationaux et rapports de groupes de défense des droits



La population palestinienne de Gaza est victime d'un génocide commis par Israël. L'accusation étayée dans un récent rapport d'Amnesty International a été largement relayée. Retour sur les suites de ce rapport.

PAR
ÉRIC DOUREL

humains israéliens et palestiniens, ainsi que d'organisations humanitaires sur place. Elles ont recueilli 212 témoignages de victimes et témoins, qui ont fourni des informations de première main. Elles ont identifié 102 déclarations de responsables israéliens – gouvernementaux, militaires et membres de la Knesset [*le Parlement*] – incitant à commettre des crimes contre les Palestiniens de Gaza, ou tenant des discours déshumanisants et racistes. « *L'analyse de 62 vidéos a révélé comment certains soldats israéliens reprenaient ces propos et les interprétaient comme des autorisations ou des appels à détruire Gaza* », explique Aymeric Elluin, responsable Armes et conflits chez Amnesty International France.

Finalement, sur cinq actes permettant de qualifier juridiquement le crime de génocide, Amnesty International en identifie trois. Les meurtres : plus de 42 000 Palestiniens et Palestiniennes tués, dont 13 319 enfants. Les atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale : plus de 100 000 blessés. La soumission à des conditions d'existence conduisant à une destruction physique partielle ou totale : 84 % des établissements de santé et 62 % de terres agricoles détruits ou endommagés, plus de 2 millions de Gazaouis frappés par la famine, dont 80 % privés d'eau potable. Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, avertit : « *Nos conclusions doivent sonner comme un signal d'alarme pour la communauté internationale : il s'agit d'un génocide, qui doit cesser immédiatement.* » Des experts de l'ONU et des historiens israéliens avaient déjà alerté sur le risque de génocide ou sur un génocide en cours. Cette qualification revêt une importance capitale, car elle contraint les États signataires de la convention de 1948 à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à cette atrocité en cours, ou en empêcher la réalisation.

Un million de vues en 24 heures

Le 5 décembre, le rapport connaît une diffusion massive et rapide. En vingt-quatre heures, 3 403 articles sont publiés dans 88 pays. En France, une grande partie des médias couvre favorablement le rapport. Surtout *Le Monde* et *L'Humanité* qui ont repris les conclusions d'Amnesty International. Aux États-Unis,

Le Washington Post s'est servi du rapport pour interpeller le président Biden, en lui rappelant son obligation de prévenir tout acte de génocide et d'arrêter de livrer des armes à Israël. Les vidéos de l'organisation expliquant le rapport enregistrent plus de 1 million de vues, et ses publications sont largement partagées, avec notamment 80 000 posts sur X, dont 60 % soutiennent les conclusions du rapport. Celui-ci a néanmoins exacerbé des divisions au sein de la section israélienne d'Amnesty International. Une semaine avant sa publication, son président israélien, Daniil Brodsky, démissionne pour dénoncer une marginalisation des voix palestiniennes au sein de la section. Lorsque le rapport paraît, une partie de celle-ci s'oppose aux conclusions du rapport en rejetant l'affirmation de génocide. Quelques jours plus tard, l'organisation suspend pour deux ans les activités de son antenne israélienne. Au niveau international, le ministère israélien des Affaires étrangères dénonce « *un rapport fabriqué de toutes pièces, entièrement faux et basé sur des mensonges* ». Le Département d'État américain déclare « *les allégations de génocide infondées* ». Un porte-parole du ministre allemand des Affaires étrangères affirme : « *La question du génocide présuppose l'intention claire d'exterminer un groupe ethnique, et je ne vois toujours pas cette intention clairement démontrée.* » Ces deux pays sont fournisseurs d'armes et alliés d'Israël. Le 12 décembre, l'Irlande annonce, elle, se joindre

à la plainte pour génocide déposée fin 2023 par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice. Le 16 décembre, l'ONG berlinoise European Center for Constitutional and Human Rights conclut qu'il existe un argument juridiquement fondé selon lequel Israël commet un génocide à l'encontre des Palestiniens de Gaza. Le même jour, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, reçoit Agnès Callamard pour discuter de la question du génocide.

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES ET HUMAN RIGHTS WATCH ACCUSENT À LEUR TOUR ISRAËL D'« ACTES DE GÉNOCIDE »

Deux nouveaux rapports, l'un publié le 18 décembre par Médecins sans frontières, l'autre le lendemain par Human Rights Watch, accusent à leur tour Israël d'« *actes de génocide* ». En France, bien que le président Macron ait soutenu l'idée d'un cessez-le-feu et évoqué la possibilité de suspendre la vente d'armes impliquées dans les combats à Gaza, il n'a toujours pas répondu, mi-janvier, aux demandes de rencontre formulées par Amnesty International. La section française de l'organisation poursuit son plaidoyer auprès du gouvernement et des parlementaires pour faire pression en ce sens. ●

1—« On a l'impression d'être des sous-humains ». Le génocide des Palestiniens et Palestiniennes commis par Israël à Gaza, 5 décembre 2024, 296 p., en ligne sur [amnesty.fr](https://www.amnesty.fr)

BIG BROTHER

NOS DROITS
À L'ÉPREUVE
DES NOUVELLES
TECHNOLOGIESFRANCE
BUGS ET COUACS

Ressortissante chinoise, M^{me} J. souhaite renouveler son visa sur le site de l'Administration numérique pour les étrangers en France (Anef). Mais le site renvoie cette étudiante vers la préfecture qui, contactée par mail, la redirige vers... l'Anef! Le cas de M^{me} J. n'est pas isolé, comme le signale un rapport du Défenseur des droits. Censée simplifier les démarches, la dématérialisation de l'Anef est ainsi à l'origine « d'atteintes massives aux droits des usagers ».

FRANCE
DRONE À TERRE

À Marseille, la police n'est plus autorisée à faire survoler son centre de rétention administrative (CRA) par drone. Le 14 décembre, le tribunal administratif a estimé la pratique disproportionnée au regard du droit au respect de la vie privée des personnes étrangères retenues. Le juge avait été saisi par cinq organisations de la société civile après l'expérimentation, l'automne dernier, d'un drone équipé d'une caméra. Il a invité la préfecture, inquiète de la sécurisation du CRA, à rénover les dispositifs déjà existants.

JOURNALISTE
GRÉGOIRE OSOHACHINE
Les serviettes
de la révolte

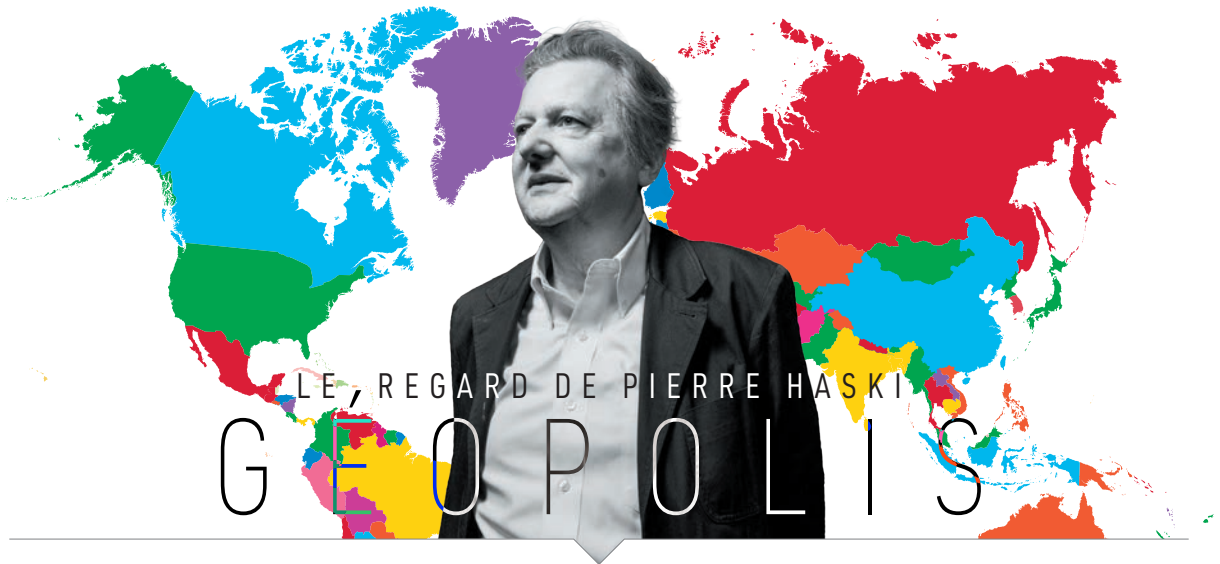
Il n'y a pas de petites économies. Y compris pour les dirigeants de la marque chinoise ABC qui ont cyniquement réduit la longueur et l'épaisseur des serviettes hygiéniques, sans juger bon de le notifier sur les emballages. Mal leur en a pris. Plusieurs consommatrices ont révélé l'arnaque sur les réseaux sociaux. La mobilisation des femmes a contraint le groupe ABC à faire machine arrière et à présenter ses excuses. « Si nous, femmes, restons silencieuses, nos droits et intérêts ne peuvent que se réduire eux aussi », s'est indignée une internaute sur le réseau social national Weibo. Une victoire citoyenne dans un pays où la parole publique est étouffée, en particulier celle des femmes.



UNION EUROPÉENNE

Extension
biométrique

En 2025, un système informatique automatisé obligera toute personne étrangère à l'Union européenne (UE) à fournir un passeport biométrique lorsqu'elle entrera pour un court séjour dans l'espace Schengen. Maintes fois repoussé depuis son adoption en 2017 par le Conseil européen, le dispositif Entry/Exit System (ESS) devrait, selon ses promoteurs, garantir une meilleure fluidité des passages à la douane : fini les tampons sur les passeports, les voyageurs n'auront plus qu'à les scanner. Ylva Johansson, la commissaire européenne chargée des affaires intérieures, assure en outre qu'il sera dorénavant plus facile de « lutter contre la migration irrégulière ». A contrario, les détracteurs d'ESS dénoncent l'une des plus grandes opérations de collecte de données d'identité au monde, comprenant notamment des scans faciaux. Tous les États membres de l'UE sont concernés par le système, à l'exception par le système, à l'exception de Chypre et de l'Irlande.



SALTIMBANQUES EN PRISON

Les Gao Brothers étaient des artistes d'avant-garde en Chine dans les années 2000, lorsque l'art contemporain chinois a pris son envol sur la scène internationale. Ils étaient invités dans les biennales et les foires d'art, avec leurs œuvres délicieusement sulfureuses, moquant les canons du maoïsme déclinant et de la société de consommation qui s'installait en Chine. Le pouvoir chinois de ces années-là s'en était accommodé, et en avait même fait un atout de soft power¹.

Cette époque est révolue. Gao Zhen, l'un des deux frères, âgé de 69 ans et exilé aux États-Unis, a été arrêté en août dernier lors d'un passage en Chine pour voir sa famille. Il est poursuivi pour une œuvre réalisée en 2000, en vertu d'une loi votée en... 2018! Cette loi punit lourdement les « atteintes à l'honneur et la réputation des héros de la révolution ». L'œuvre en question, intitulée « Miss Mao », un buste géant laqué rouge, représente le président Mao avec une paire de seins. Une œuvre qui fait sourire et ne semble pas de nature à ébranler la stabilité du système politique chinois... Gao Zhen attend pourtant en détention un procès où il risque

quelque dix ans de prison. Pékin est resté sourd aux appels à sa libération émanant du monde artistique international.

Pourquoi cette arrestation? Celle de Gao Zhen, mais aussi celles de tous les « saltimbanques », artistes, écrivains, poètes, qui, dans de nombreux pays, se retrouvent sous les verrous pour des crimes qui relèvent de la liberté d'expression et de création.

Je pense évidemment à l'écrivain Boualem Sansal incarcéré en Algérie, au rappeur iranien Toomaj Salehi, finalement libéré en décembre 2024 après avoir frôlé la peine capitale pour une chanson, ou encore à l'artiste Evguénia Berkovitch, condamnée l'an dernier en Russie avec la dramaturge Svetlana Petriïtchouk à six ans de prison pour une pièce de théâtre.

Un aveu de faiblesse de régimes politiques fondés sur la force, mais qui se sentent menacés par une œuvre d'art ou des déclarations, même provocatrices, provenant d'individus qui n'ont pas d'autres « armes » que leurs mots et leur travail. Quand des États puissants s'en prennent à des créateurs trop impertinents, trop marginaux ou trop iconoclastes, c'est qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume; c'est que le système voit des ennemis partout et qu'il a peur de son ombre. Cela n'est un signe ni de force ni de sérénité, mais un argument d'autorité qui ne convainc personne. Gao Zhen et ses pairs, sous toutes les latitudes, n'ont rien à faire en prison.

¹ - Pouvoir non violent de séduction et d'attraction.

DOSSIER

BOGDAN ERMOKHIN

19 ANS, ORPHELIN,
MARIOUPOL
DÉPORTÉ 1 AN ET 6 MOIS

OLEG NECHAIEV

34 ANS, MARIN,
MARIOUPOL
PRISONNIER 1 AN ET 7 MOIS

IHOR NOVOSILSKY

52 ANS, PRÊTRE ORTHODOXE,
TOKARIVKA
PRISONNIER 9 MOIS

UKRAINE

REVENUS

- De nos envoyées spéciales en Ukraine, Pauline Lépine (texte) et Fiora Garenzi (photos)
en collaboration avec Liana Benquet.

Le témoignage d'Oleg Nechaiev (p. 26-29) a été recueilli par Cerise Sudry-Le Dù
(texte et photos), grâce à Marian Prysiazniuk.



BOGDAN GELETA

59 ANS, PRÊTRE GRÉCO-CATHOLIQUE,
BERDIANSK

PRISONNIER 1 AN ET 7 MOIS

MYKHAILO BRYTSYN

58 ANS, PASTEUR PROTESTANT
MÉLITOPOL

EXPULSÉ EN SEPT. 2022

VASYL VYROZUB

54 ANS, PRÊTRE ORTHODOXE
ODESSA

PRISONNIER 2 MOIS ET DEMI

Le 24 février 2025 marquera le troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Depuis le début du conflit, les forces russes ont capturé et déporté des milliers d'Ukrainiens, soldats comme civils, parmi lesquels plus de 20 000 enfants séparés de leurs parents par la guerre.

La Chronique a rencontré des Ukrainiens récemment libérés. Quatre religieux, de confessions différentes, témoignent de leurs persécutions. Un orphelin de Marioupol retrace sa déportation en Russie et l'incroyable sauvetage qui l'a ramené à Kiev. Un soldat ukrainien décrit son quotidien en détention : la faim, les humiliations, les tortures.

Leurs témoignages confirment les informations recueillies, notamment, par les Nations unies. En attendant que la justice internationale se saisisse de ces crimes, ces « revenus » tentent de se reconstruire.



UKRAINE

LEUR CHEMIN DE CROIX

Accusés d'espionnage, poursuivis pour terrorisme ou détenus sans raisons précises, des religieux ukrainiens sont persécutés et torturés par l'armée russe... *La Chronique* en a rencontré quatre dont la vie a basculé après l'invasion de 2022.



CI-DESSUS, DE GAUCHE À DROITE
Mykhailo Brytsyn compare son église à Méliopol quand il y officiait à ce qu'elle est devenue : le ministère russe de la Culture de l'oblast de Zaporijia.

Il a réussi à sauver notamment ce Nouveau Testament transmis par un pasteur emprisonné sous Staline.

Les trois objets tiennent dans une pochette : une nappe en tissu mauve, brodée en 1914, utilisée durant les communions ; une boîte d'allumettes aux couleurs de l'Ukraine renfermant un Nouveau Testament, cadeau d'un pasteur emprisonné sous Staline ; un diapason pour accorder les voix des chœurs. Ces objets sont tout ce que le pasteur protestant Mykhailo Brytsyn a réussi à sauver de son église de Méliopol, une ville de la région de Zaporijia prise par les autorités russes il y a deux ans.

Le 11 septembre 2022, en plein office, 20 soldats russes, masqués, font irruption dans l'église de la Grâce. L'un d'eux monte sur l'estrade : « *Nous allons vérifier vos documents, vous continuerez ensuite.* » Ce matin-là, des centaines de fidèles sont présents ; parmi eux, des personnes âgées demandent : « *Pourquoi faites-vous ça ?* » Pendant six heures,

les soldats prennent les empreintes digitales des fidèles et photographient les passeports.

Mykhailo Brytsyn nous confie ne pas avoir été surpris. Les jours suivant l'invasion russe, les églises de Méliopol avaient organisé des collectes d'argent, de nourriture et de médicaments pour aider la population. Mais après plusieurs semaines, les autorités russes avaient interdit ces activités et même arrêté pendant quelques jours deux pasteurs. Depuis l'été, des militaires masqués l'interrogeaient : « *Que pensent les gens de nous ?* » « *Ils n'ont plus de nourriture, plus de travail, plus d'Internet. Que voulez-vous qu'ils pensent ?* », répondait Mykhailo. L'objectif des visites était clair : convaincre les pasteurs de collaborer. « *Vous ne pourrez pas rester neutres. Vous devez soutenir notre gouvernement.* »

Ce 11 septembre, les militaires veulent fermer l'église. « *Nous serions selon eux une organisation extrémiste.* » Ils défoncent une porte, fouillent le bâtiment, cherchent des documents administratifs, mais Mykhailo a pris soin de détruire la liste des 654 fidèles dès l'occupation. Ils l'isolent dans une pièce pour l'interroger. « *Qui vous contrôle dans les forces de sécurité ?* », demandent-ils. « *Le responsable ici, c'est moi.* » Puis, ils l'emmènent à son domicile, où ils confisquent ses disques durs,

Vasil Vyrozub officie à nouveau dans son église d'Odessa.

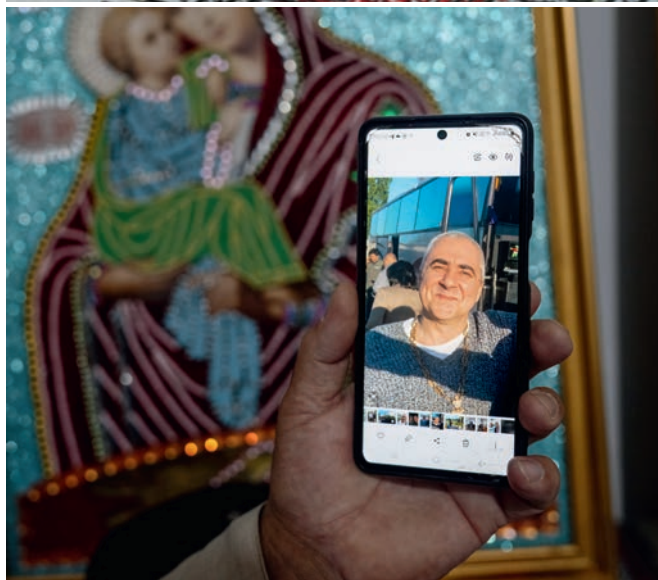
Il dessine un plan de son camp de détention et montre une photo de lui à sa libération. Après plus de deux mois de captivité, il avait maigri de 15 kilos.

ordinateurs et documents. Avant de partir, l'un d'eux lance : « *Tu as deux jours pour partir, ou on te tue, toi et ta famille.* »

Mykhailo pensait revenir à Méliopol rapidement. Aujourd'hui, plus de deux ans ont passé. Exilé à Dubno, dans l'ouest de l'Ukraine, il vit dans une maison, entouré de photos de proches ayant fui en Europe. Deux ans sans pouvoir officier. En novembre 2022, son ami Sergey Rakhuba, président de la mission évangélique Eurasia, lui propose de participer à l'écriture d'un rapport sur les persécutions subies par les religieux depuis l'invasion russe. Mykhailo accepte. Le rapport *Faith under fire*, publié en novembre 2023 (en ligne sur missioneurasia.org), témoigne de la souffrance des prêtres capturés par les Russes, comme Vasil Vyrozub.

ACCUSÉS D'ESPIONNAGE

Nous avons rendez-vous avec ce prêtre orthodoxe à Odessa, dans son église de la Sainte-Trinité. Sa voix résonne dans la chapelle aux murs colorés. Vasil Vyrozub nous guide vers une pièce où il stocke des vêtements et des médicaments pour le front. Depuis 2014, il soutient les soldats ukrainiens en tant que chapelain. Le 25 février, au lendemain de l'invasion russe, il reçoit l'appel d'un capitaine de la marine : il faut récupérer des corps sur l'île aux serpents, en mer Noire. Les autorités ukrainiennes pensent alors que deux civils et 13 gardes-frontières ont été tués pour avoir refusé de se rendre. Avec deux autres prêtres et un médecin, Vasil monte à bord du *Saphir*, un navire de sauvetage. À l'approche de l'île, un bateau russe les intercepte. Les quatre hommes sont capturés et transférés en Crimée, où ils restent onze jours. Interrogés deux ou trois fois par jour, ils subissent une pression psychologique intense. « *Dans quel département du SBU [services de sécurité ukrainiens] travaillez-vous ?* », demandent les Russes. « *Nous sommes des gens libres, sans lien avec les services de sécurité* », répondent-ils. « *Pourquoi être chapelain si vous ne travaillez pas pour les services secrets ?* » Leurs geôliers essaient de les décourager : « *L'Ukraine a capitulé* », « *Kiev est encerclée* », « *Odessa est tombée* ». On les transfère dans un camp de filtration¹, puis dans la prison



russe de Stary Oskol, où chacun reçoit un numéro. Vasyl porte le 27. Les tortures commencent : « *On nous enfonçait des clous sous les ongles pour les arracher ; on nous tirait les bras derrière le dos pour déchirer nos muscles.* » À l'évocation des souffrances, il se met à pleurer. Il dessine le plan du camp : une rangée de carrés noirs représente les tentes, où ils étaient 22. Un autre carré désigne la salle de torture, surnommée *Rezinka*, « caoutchouc », car les murs en étaient recouverts afin d'empêcher les prisonniers de s'automutiler. Vasyl est enfermé nu dans une salle de deux mètres et demi sur trois, sans toilettes ni ventilation. La température n'excède pas 8 °C. Le sol est couvert d'urine et d'excréments. Pendant les interrogatoires, les Russes répètent les mêmes questions. Ils trouvent sur son téléphone des photos de lui en compagnie de soldats ukrainiens et du dirigeant de Pravy Sektor, un bataillon ultranationaliste. Ils l'accusent d'espionnage et de collaboration avec les services secrets. Après soixante-huit jours de détention, Vasyl est libéré lors d'un échange de prisonniers. Dans le rapport *Faith under fire*, le pasteur Mykhailo Brytsyn évoque aussi l'histoire de Bogdan Geleta, un prêtre gréco-catholique, kidnappé par les Russes à Berdiansk.

DES MOIS D'INTERROGATOIRES VIOLENTS

« *Chaque matin, je me réveille en cherchant à rassembler les morceaux éparpillés de moi-même.* » Le père Geleta vit aujourd'hui dans un monastère près de Lviv, un lieu baigné de silence, entouré de jardins paisibles. Barbe blanche, robe noire, il se souvient du 16 novembre 2022, à Berdiansk. Alors qu'il se prépare à célébrer la messe, deux hommes masqués font irruption dans l'église : « *Suivez-nous !* » Ces derniers mois, la présence, autour de l'édifice, de véhicules arborant la lettre Z – lettre inscrite sur les chars et autres véhicules de l'armée déployés par Moscou en Ukraine – l'avait alerté. Dans la

soirée, des hommes du FSB, le service de sécurité russe, le bouclent dans une cellule du poste de police. Ils l'accusent de prier sans autorisation et de mener une propagande antirusse. En quatre mois, Bogdan Geleta va subir quatre interrogatoires. Un officier exige qu'il signe un document selon lequel des armes seraient entreposées dans son église. Il refuse. « *Ça ne t'aidera pas* », le prévient l'officier. Deux témoins, des civils inconnus, signent à sa place. Accusé de terrorisme, il risque vingt-cinq ans de prison. Les Russes l'envoient dans la colonie pénitentiaire numéro 77, dans la région occupée de Louhansk. « *Ils ont usé, pour me*

« TU AS DEUX JOURS POUR PARTIR, OU ON TE TUE, TOI ET TA FAMILLE »

– Menaces de militaires russes à l'encontre de Mykhailo Brytsyn, pasteur ukrainien

convaincre, de méthodes dont je ne veux pas me rappeler, murmure Bogdan Geleta, en triturant nerveusement son chapelet. *Ils savent torturer de façon à détruire toute dignité humaine. On n'avait qu'une envie : mourir.* » Il survivra à un an et sept mois de détention, dit-il, grâce à sa foi. Mais se déclare « *changé à tout jamais* ».

Réfugié dans un village de l'oblast [région] de Ternopol, Ihor Novosilsky est un prêtre

orthodoxe sans église. Il nous raconte son arrestation à Tokarivka, un village de 500 maisons situé à deux heures de Kherson, ville du sud de l'Ukraine. Le 29 août 2022, vers 7 heures du matin, cinq hommes cagoulés débarquent chez lui, armés de mitraillettes. Sa femme est en robe de chambre. « *Ils lui ont sauté dessus et l'ont saisie par la gorge* », nous explique le prêtre. Ils ont plaqué son visage au sol et crié : « *Le salaud ukrainien, où est-il parti ?* » « *À l'église* », indique son épouse. Les agresseurs, agents du FSB, filent vers l'édifice et trouvent le prêtre et son assistant en train de tondre la pelouse. « *À terre !* », ordonnent-ils. Les Ukrainiens s'aplatissent sur le sol. « *Debout ! À terre !* », enchaînent les Russes. Une question fuse : « *Qui est le prêtre ?* » « *C'est moi* », se dénonce Ihor Novosilsky. Premier coup à la tête. Au second coup, le religieux s'écroule. Un homme du FSB interpelle l'assistant : « *Veux-tu*

Le père Novosilsky garde dans son téléphone ces photos de lui et de son église quand il officiait dans son village situé dans l'oblast de Kherson.

En 2014, la guerre au Donbass et l'annexion de la Crimée l'ont convaincu de ne plus prêcher selon la ligne du patriarcat de Moscou.

Lorsqu'en février 2022, les Russes envahissent son village, il décide de rester. Arrêté quelques mois plus tard, il est libéré en mai 2023.

vivre? » « Oui », répond l'Ukrainien. « Alors, tu as une minute pour courir chez le prêtre, prendre son passeport, son téléphone, et revenir. »

Ihor Novosilsky se retrouve menotté, un sac à pommes de terre sur la tête. « Ils m'ont allongé sous la banquette arrière de leur voiture. » Pendant le trajet, une voix questionne : « Tu es encore en vie, le prêtre? » « Oui. » « Raconte-nous. » « Quoi? Je n'ai rien à vous raconter. » « Dans ce cas, on va prendre une scie, te couper le doigt et tu vas trouver de quoi nous raconter. » Au début de l'occupation, Ihor Novosilsky avait sauvé 12 soldats ukrainiens, les aidant à fuir le village avant qu'il ne soit encerclé. Les Russes étaient-ils au courant? En tout cas, ils ne lui en ont jamais parlé. Le prêtre sera détenu sans jamais être poursuivi pour quoi que ce soit. Dans la prison de Kherson, les mauvais traitements s'enchaînent. « Il fallait sortir de la cellule plié en deux, la tête vers le sol, une cagoule sur la tête. Ensuite, on m'asseyait sur une chaise et on me frappait jusqu'à ce que je m'affaisse. Puis l'interrogatoire commençait. » Les yeux bandés, Ihor ne distinguait pas ses interrogateurs. D'après leurs voix, il pense qu'ils étaient cinq ou six. « Prais-tu pour l'armée ukrainienne? Parlais-tu en ukrainien? », demandaient-ils. « Je répondais que je parlais en ukrainien, car c'était ma terre. » Durant cette détention, il reçoit des décharges électriques, simplement parce qu'il n'a pas réussi à bien chanter l'hymne russe. « Les gardiens attachaient des fils électriques aux testicules de certains détenus. D'autres étaient tellement torturés que leur peau devenait noire. »

« UNE CUILLÈRE DE BLÉ, MATIN ET SOIR »

Le 20 octobre 2022, le père Novosilsky est transféré en Crimée, dans une cellule prévue pour quatre lits, où 10 détenus s'entassent. Il dort tête-bêche avec un grand-père de 70 ans, à même le sommier métallique, car les matelas sont pourris par l'humidité. Pas de toilettes, pas de douches. Les tortures ont cessé, mais la faim le ronge. L'unique repas se résume à « une cuillère de blé, matin et soir, des restes des soldats russes. » S'il n'est pas mort de faim, « c'est



grâce à des gardiens collabos, qui autorisent les villageois voisins à nous vendre de la nourriture, deux fois par semaine ». Ce maigre ravitaillement est payé par sa fille, depuis la Pologne. Finalement, Ihor Novosilsky est libéré en mai 2023, sans qu'il sache pourquoi. « Quel était leur but? Je n'en ai toujours aucune idée. Peut-être voulaient-ils me briser moralement, me détruire. Ils voulaient rendre mes fidèles orphelins, les priver de repères, les laisser seuls face à leurs peurs. »

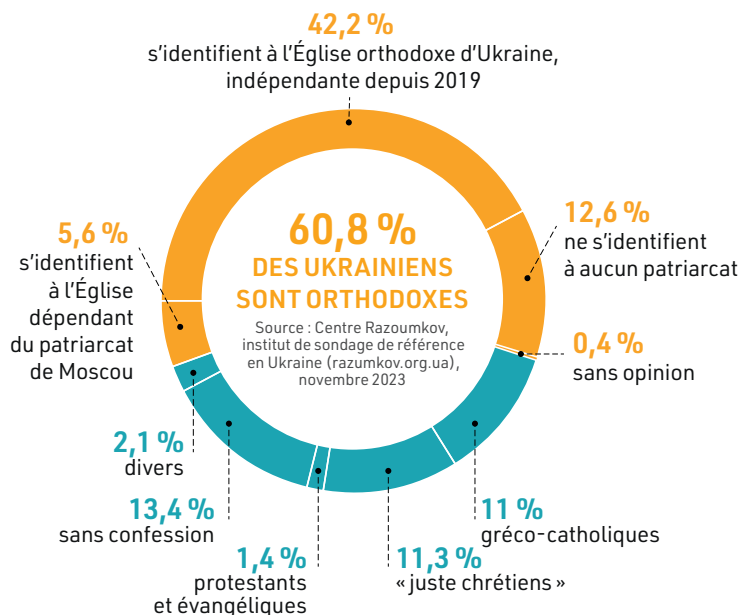
Vyacheslav Likhachov partage cette analyse. Depuis l'invasion de la Crimée, en 2014, ce militant des droits humains, chercheur au Centre pour les libertés civiles (Prix Nobel de la paix 2022), enquête sur la persécution des religieux. Nous le

retrouvons dans un café de Kiev, où il nous explique pourquoi la Russie s'en prend aux religieux ukrainiens: « *Qu'elles soient orthodoxes ou protestantes, les communautés religieuses d'Ukraine ont été les derniers bastions d'indépendance dans les territoires occupés. L'arrestation illégale, la pression et la torture de dizaines de prêtres ukrainiens sont le reflet direct du contrôle total que l'administration d'occupation veut instaurer.* »

ÉLIMINER LA DIVERSITÉ RELIGIEUSE

Selon le Groupe de défense des droits humains de Kharkiv, les Russes ont ainsi kidnappé 20 prêtres depuis le début de l'invasion. Leur statut civil rend difficile leur libération lors des échanges de prisonniers de guerre, l'Ukraine ne détenant aucun civil russe. Le président Zelensky a affirmé en décembre que « *les troupes russes ont tué environ 50 prêtres ukrainiens* », sans préciser combien sont morts sous les bombes ni combien ont été, selon lui, « *fusillés pour avoir refusé de servir le patriarche Cyrille et son Église²* ». D'après un décompte de l'Institut pour la liberté religieuse (IRF), la guerre a détruit près de 700 bâtiments religieux. Comme la majorité d'entre eux étaient rattachés au patriarcat de Moscou, difficile de conclure que leur destruction était intentionnelle. Mais Likhachov y voit une preuve que la Russie n'est pas « *le défenseur de l'orthodoxie et des valeurs traditionnelles* » qu'elle prétend. « *Les autorités russes d'occupation, argumente-t-il, ciblent toutes les communautés religieuses. Celles prohibées en Russie, comme les Témoins de Jéhovah, et les groupes non interdits, mais jugés politiquement suspects – à l'instar de certains mouvements protestants ou de l'Église gréco-catholique ukrainienne. Toute pratique religieuse qui s'écarte de la ligne du patriarcat de Moscou est jugée politiquement déloyale.* » Il conclut: « *Dès 2014, il est devenu évident que l'objectif de l'administration d'occupation russe était d'éliminer la diversité religieuse, une caractéristique essentielle de l'identité ukrainienne.* »

En mars 2024, le procureur de la République autonome de Crimée a adressé un rapport à la Cour pénale internationale (CPI), détaillant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis en Crimée, fondés sur 93 cas de leaders religieux persécutés. Cette répression « *systématique* » a entraîné la disparition de l'Église orthodoxe



ukrainienne en Crimée, ainsi que des persécutations à l'encontre de la minorité musulmane des Tatars de Crimée. Avant l'occupation russe, la péninsule comptait 2 220 organisations religieuses. Dix ans plus tard, elles ne sont plus que 932.

En octobre 2024, le Centre pour les libertés civiles a animé une table ronde à l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) sur les attaques contre la liberté religieuse menées par la Russie depuis 2014. L'objectif de cette table ronde? « *Réunir les efforts pour enquêter sur ces crimes, encourager une action juridique internationale et plaider pour la protection des communautés religieuses dans les zones de conflit.* » Mykhailo Brytsyn y a participé. « *Le monde doit connaître la vérité, déclare le pasteur ukrainien. À Melitopol, 12 églises sont actuellement fermées. Certaines transformées en bases militaires.* » Les autorités russes ont réquisitionné l'église de la Grâce, où il officiait, et l'ont convertie en ministère de la Culture de la région de Zaporijia. Mykhailo Brytsyn documente ces faits, mais nourrit un espoir. Un jour, lorsqu'il reviendra dans sa ville, il réinstallera la croix au sommet du bâtiment. Et là où les autorités russes ont placé les visages des séparatistes du Donbass, sur la façade, il apposera des drapeaux ukrainiens. ●

1— Centre de tri où les autorités russes décident du sort des Ukrainiens et séparent les enfants des parents. Ils sont plusieurs millions d'entre eux à avoir transité par ces centres.

2— Chef de l'Église orthodoxe russe, il soutient la politique du président Poutine et l'invasion de l'Ukraine.

UKRAINE

« JE VEUX JUSTE RENTRER CHEZ MOI »

Près de 20 000 enfants ukrainiens ont été déportés en Russie depuis le début de l'invasion. Parmi eux, un orphelin de Marioupol, Bogdan Ermokhin. Menacé d'enrôlement, il s'est battu avec son avocate pour revenir en Ukraine.

Sur un quai de la mer Noire, Valerya Poparcha attend avec une amie le ferry reliant la Roumanie à l'Ukraine. En ce matin de mars 2023, une voix de femme l'informe au téléphone : « *Je suis l'avocate de votre cousin. Il a été arrêté au Bélarus, et vous êtes la seule à pouvoir l'aider !* » Valerya fronce les sourcils. Son cousin Bogdan ? Elle avait échangé avec lui un SMS, quelques mois plus tôt. Tout allait bien. L'amie lui dit : « *Raccroche ! Ça doit être un canular.* » Valerya le pense aussi. Toutes les deux se trompaient.

Février 2022. Dans la ville balnéaire de Marioupol, Bogdan, 16 ans, quitte son dortoir pour courir s'abriter dans la cave. Dehors, des bombes font trembler les murs. Bogdan est doublement orphelin. N'ayant plus ses parents depuis l'âge de 8 ans, il vit dans un foyer, et son tuteur légal, le directeur de l'école professionnelle de métallurgie où il étudie, « *s'est cassé en Allemagne avec mon passeport dès que la guerre a commencé* », nous raconte-t-il aujourd'hui.

Bogdan s'abrite dans la cave quelques jours, jusqu'à ce que des soldats russes, écumant les sous-sols de la ville à la recherche de combattants ukrainiens, lui ordonnent d'en sortir. Ils le transfèrent à l'hôpital de Donetsk, où il passe des semaines, avant d'être envoyé à Polyany, près de Moscou, dans un sanatorium régi par l'administration présidentielle russe.

Il vit là-bas un mois avec ses trois amis de Marioupol : Roman, Filip, Oleksandr, et 27 enfants de 6 à 18 ans, orphelins ou séparés de leurs parents ukrainiens par la guerre. Un mois, durant lequel Bogdan et ses camarades répètent inlassablement la même phrase aux adultes qui les encadrent : « *Je veux retourner en Ukraine.* » « *En réponse, les Russes essayaient de nous faire croire qu'ils étaient des gens bien et que l'Ukraine est mauvaise.* » En juin, une femme leur rend visite : Maria Lvova-Belova, la commissaire russe aux droits de l'enfant. Elle s'intéresse particulièrement à Bogdan et à Filip, son meilleur ami. Elle les emmène visiter Moscou dans sa propre voiture. Un jour, un choix leur

est offert : « *Voulez-vous qu'on vous place dans une famille russe ou dans un orphelinat ?* » Bogdan et ses amis choisissent l'orphelinat. Ils le regrettent aussitôt. Le lieu est une prison. Interdiction de le quitter. « *Toute occasion était bonne pour qu'on nous lave le cerveau*, poursuit Bogdan. *On nous expliquait que les Ukrainiens étaient des terroristes, et que nous étions désormais des enfants russes.* » Au bout d'un mois, il veut quitter l'endroit à tout prix. « *Filip a été adopté par Maria Lvova-Belova. Moi, on m'a montré une vidéo d'une famille d'accueil. J'ai dit OK, prenez-moi comme un paquet.* »

Au milieu de l'été 2022, Bogdan arrive dans la famille d'Iryna Rudnitskaya, où vivent déjà 11 enfants. Le décor ? « *Maison individuelle, ville normale, comme dans tous les pays.* » Bogdan n'aime guère parler de ce séjour qui a duré seize mois. « *Je suis arrivé là-bas en état de choc, fermé sur moi-même*, avoue-t-il d'un ton fatigué, ponctué d'un sourire enfantin. *Chez eux, tout est militaire, tout est patriotique.* » La mère de famille, Iryna, préside l'association des familles d'accueil de l'oblast [région] de Moscou. Les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine, elle a signé une lettre de soutien à Vladimir Poutine dans laquelle elle affirme qu'il faut considérer les enfants du Donbass « *comme les nôtres* ». Tous les jours, Bogdan prend un bus et un train pour étudier dans une école de mécanique automobile. À la maison, il travaille au jardin, estimant être traité « *comme de la merde* ». En octobre, il reçoit la nationalité russe, et, dans la foulée, une commission médicale le déclare apte pour l'armée. « *Je leur ai dit que je voulais partir en Ukraine. Ils m'ont répondu que j'allais y aller.* » Bogdan comprend le message : tôt ou tard, il participera à « *l'opération spéciale* » menée par l'armée russe.

PREMIÈRE TENTATIVE DE FUITE

À Kiev, nous rencontrons l'avocate Kateryna Bobrovska. Sur l'étagère de son bureau, une photo d'elle aux côtés d'Olena Zelenska, la femme du président Zelensky, et de Bogdan. C'est Roman, le premier enfant dont elle s'est occupée pour son rapatriement en Ukraine, qui l'a mise en contact avec lui, en février 2023. « *Pendant neuf mois, j'ai vécu constamment avec lui, je l'ai porté comme un enfant* », résume-t-elle. Bogdan communique avec elle via la messagerie cryptée Telegram. Il lui répète sans relâche son désir de retourner en Ukraine. « *Je lui ai répondu : "quoique tu fasses, ne fais jamais rien sans ton passeport."* »

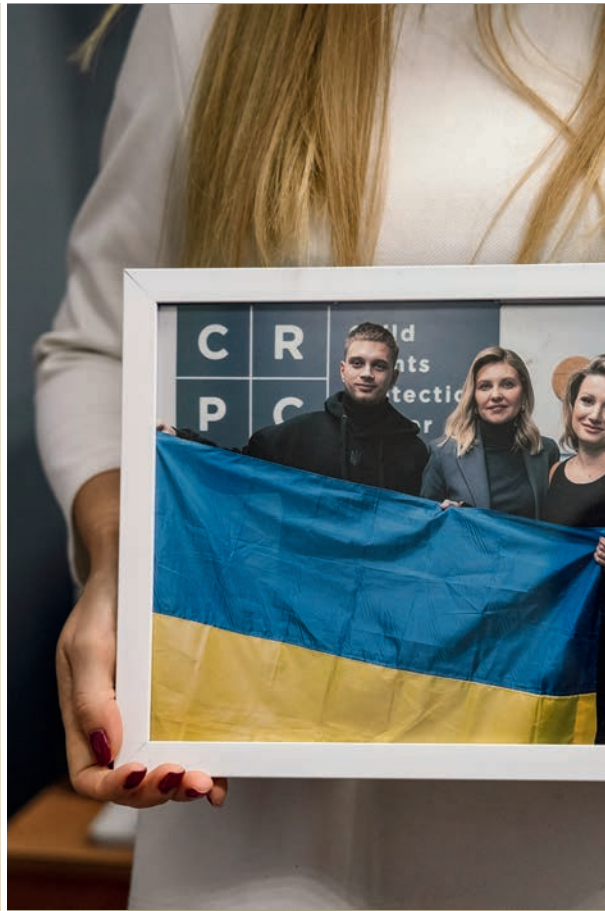
« ON NOUS EXPLIQUAIT QUE NOUS ÉTIIONS DÉSORMAIS DES ENFANTS RUSSES »

– Bogdan Ermokhin, jeune Ukrainien

Bogdan possède un passeport russe, mais sa famille d'accueil le garde caché pour l'empêcher de fuir.

Le 23 mars 2023, l'avocate est chez elle à Hambourg, où elle vit en exil avec ses enfants depuis l'invasion russe. Alors qu'elle prépare le petit déjeuner, Bogdan l'appelle. « *Katia ! La bonne nouvelle, c'est que je suis parti. La mauvaise nouvelle, c'est que je n'ai aucun document.* » Il lui explique qu'il va tenter de passer au Bélarus. Sans hésiter, elle saute dans sa voiture prête à parcourir les mille kilomètres qui la séparent de la frontière bélarusse. « *J'ai agi davantage comme une mère que comme une avocate* », admet-elle. Les autorités russes ont déjà diffusé un avis de recherche : « *Adolescent disparu. 170 cm. Maigre. Cheveux roux. Yeux gris. Sac à dos gris foncé.* » Arrivée à la frontière, Kateryna est arrêtée par des agents du FSB, le service de sécurité russe. Ils l'interrogent pendant vingt heures avant de l'expulser vers l'Allemagne. Quant à Bogdan, les Russes l'ont appréhendé à la frontière. Il ne reste qu'un moyen de le sauver : que Valerya, la cousine de Bogdan, reconnaisse officiellement un lien de parenté et devienne sa tutrice. Kateryna tente de la joindre au téléphone, mais la jeune femme, incrédule, lui raccroche au nez...

Le 4 avril 2023, à Moscou, la commissaire Maria Lvova-Belova, visée par un mandat d'arrêt de la CPI pour la déportation des enfants des zones occupées vers la Russie – un crime de guerre –, organise une conférence de presse au ministère des Affaires étrangères. Un journaliste russe la questionne sur Bogdan, que des Ukrainiens auraient « *manipulé* » et « *menacé* » pour le contraindre à revenir en Ukraine. Lvova-Belova répond que « *des agents ukrainiens* » ont comploté pour le récupérer, l'obligeant à « *monter dans une voiture blanche* »... Le soir même, la télévision russe annonce une prétendue « *opération* » menée par un « *agent spécial ukrainien* » se faisant



passer pour « une avocate ». À Kiev, Valerya tombe sur un article évoquant Bogdan Ermokhin, l'orphelin retenu en Russie. Brusquement, tout s'éclaire : l'avocate disait la vérité. Elle la rappelle aussitôt. Déterminée à sauver son cousin, Valerya se déclare prête à devenir sa tutrice officielle.

**« SI TU RETOURNES
DANS TON PAYS,
ILS TE TUERONT
ET TE PRENDRONT
TES ORGANES ! »**

— Iryna, mère de la famille d'accueil russe de Bogdan

Pendant ce temps, le FSB ramène Bogdan dans sa famille d'accueil. « *J'étais si abattu que je ne ressentais plus rien* », confie-t-il. Les nuits sont longues, il souffre d'insomnies. Le 9 juin, à 2 h 10 du matin, il écrit à son avocate : « *Plus que cinq mois avant mes 18 ans. Je ne crois pas qu'on va me laisser revenir en Ukraine.* » Il raconte qu'à son retour sa mère d'accueil lui a crié dessus : « *Si tu retournes dans ton pays, ils te tueront et te prendront tes organes !* »

LA MÉDIATISATION DE L'AFFAIRE BOGDAN ERMOKHIN

Fin octobre, Valerya signe enfin : elle devient la tutrice de Bogdan. Elle reçoit un appel vidéo sur son téléphone et lorsqu'elle décroche, le visage de Tatiana Moskalkova, la commissaire russe aux droits humains, s'affiche. « *Elle m'explique que Bogdan veut rentrer en Ukraine, me demande si je veux m'occuper de lui, et me promet que son équipe facilitera les démarches administratives. C'est la femme la plus hypocrite que je connaisse.* » Selon Valerya, l'équipe russe n'a cessé de dire qu'il manquait un document, sans jamais apporter de solution concrète. Pire : deux jours après l'engagement de Moskalkova, Bogdan reçoit une convocation



CI-CONTRE

Avis de recherche de Bogdan Ermokhin, publié après sa première tentative de fuite vers l'Ukraine.

Son avocate, Kateryna Bobrovska, tient une photo où Bogdan, Olena Zelenska, la femme du président Zelensky, et elle-même posent avec le drapeau ukrainien.

pour se présenter au bureau militaire. Le désespoir le gagne. Sur Instagram, il écrit : « *Je veux juste rentrer chez moi. Juste pour savoir que demain, je serai en vie et que tout sera comme avant, mais ce ne sera pas le cas.* » « *Ce qui a débloqué la situation, ce sont les médias* », affirme l'avocate.

Le 6 novembre, elle publie un communiqué de presse sur la situation de Bogdan. De son côté, le jeune Ukrainien poste une vidéo : « *Je m'appelle Bogdan Ermokhin, je suis en Russie et je vous demande, Volodymyr Alexandrovitch Zelensky, de m'aider à rentrer chez moi.* » Quatre jours plus tard, finalement, Maria Lvova-Belova et le commis-

saire ukrainien aux droits humains, Dmytro Lubinets, annoncent avoir trouvé un accord pour un rapatriement de Bogdan en Ukraine. Neuf jours de plus, et le garçon aurait fêté ses 18 ans, âge auquel l'armée russe aurait pu l'enrôler comme soldat.

Le 17 novembre 2023, à 5 heures du matin, Kateryna et Valerya roulent ensemble vers le Bélarus. À mi-chemin, Valerya monte dans la voiture de Dmytro Lubinets, qui la dépose à la frontière. « *Vous devez entrer au Bélarus seule*, me dit-il. *Ne réagissez pas aux provocations.* » « *J'avais peur de ne jamais revenir* », confie Valerya. Sous un ciel gris, elle marche dans un no man's land, bordé d'une forêt d'arbres nus. Un chien errant l'accompagne un moment. Au bout du chemin, le consul d'Ukraine la fait monter dans sa voiture et la conduit à Minsk.

À 700 kilomètres de là, Bogdan fait ses adieux à sa famille d'accueil. « *Allez, salut, lâche-t-il rapidement, on ne se reverra jamais.* » Il aurait voulu ajouter : « *Où alors, quand nous aurons gagné la guerre.* » Mais il se retient. Des membres de la Croix-Rouge internationale l'accompagnent en avion jusqu'à Minsk. À 12 h 30, Valerya patiente dans une chambre d'hôtel, lorsqu'elle reçoit un appel de la Croix-Rouge : « *On est là.* »

Elle descend à la réception et serre Bogdan dans ses bras en silence. Trois représentants russes prennent des photos. « *Pour un rapport* », expliquent-ils. Puis, ils souhaitent à Bogdan un joyeux anniversaire en lui offrant deux gâteaux. « *On n'y a pas touché : on avait trop peur* », précise Valerya. Le consul les conduit à la frontière. Mais là, un policier les bloque. Il juge que les photos de Bogdan transmises par la Russie sont « *trop datées* ». La femme de la Croix-Rouge devra supplier son chef pour qu'enfin il cède : « *Passez !* »

DES MILLIERS DE DOSSIERS EN ATTENTE

À Kiev, dans les bureaux du commissariat aux droits humains, proches de la place Maïdan, Iryna Suslova, l'adjointe de Dmytro Lubinets, nous guide à l'intérieur du centre de protection des enfants, où Bogdan a été accueilli à son retour. Une psychologue échange avec trois jeunes fraîchement rapatriés de territoires occupés. Après cette première prise en charge, les services de sécurité les interrogeront sur les crimes commis par les forces russes. Iryna Suslova nous impose une règle : « *Ne leur posez pas de questions sur les crimes de guerre.* » Depuis trois ans, 19 546 enfants, orphelins ou encore sous la tutelle de leurs parents, ont été déportés en Russie ; 1 022 sont revenus. Aujourd'hui, les négociations pour leur rapatriement sont facilitées par la diplomatie du Qatar, qui a servi d'intermédiaire pour la libération de Bogdan. Cependant, Iryna Suslova avoue manquer de moyens pour gérer les milliers de dossiers en attente. Seulement 18 personnes s'en occupent. D'où une coopération nécessaire avec l'Unicef ou des ONG comme Save Ukraine, qui participent à la recherche des enfants et aident les familles à les récupérer.

Aujourd'hui, Bogdan vit à Kiev. Il rêve de réunir des fonds pour financer une fondation dédiée aux orphelins. Il a écrit une chanson de rap, « *Batkvishina* » (« *Patrie* »), exprimant son état d'âme lorsqu'il déplorait à Moscou, dans sa famille d'accueil : « *La nuit viendra et j'essaierai à nouveau de fuir*, chante-t-il. *Ce que je veux, c'est revenir à la maison.* »

En juin dernier, Maria Lvova-Belova a publié le rapport annuel qui détaille son activité de commissaire aux droits de l'enfant. Dans ce document, elle écrit : « *Nous avons aidé Bogdan à retrouver sa cousine en Ukraine.* » Puis, sans scrupule, elle enchaîne : « *Il a vécu volontairement dans une famille d'accueil.* » ●

Oleg Nechaïev est un prisonnier de guerre ukrainien cité dans le dossier de *La Chronique* de juin 2024 (n° 451). Sans nouvelles de lui, sa sœur Mariia Chernikina nous racontait l'attente et les manifestations organisées avec des proches.

Ce marin capturé dès les premiers jours de la guerre par les Russes a été libéré trente mois plus tard. Il avait perdu 35 kilos. Pour soigner les séquelles de mauvais traitements subis dans cinq prisons russes, il doit se rendre chaque jour à l'hôpital.

Nous le retrouvons dans la périphérie de Kiev, où il vit avec sa sœur, sa femme et leurs enfants. D'une voix qui se brise, il nous décrit le froid, les mois sans savon ni brosse à dents, les soupes souillées par les gardiens, les blessures non soignées, les décharges électriques... Autant de violations des conventions de Genève qui régissent le traitement des prisonniers de guerre.



TÉMOIGNAGE

**« J'ENTENDS ENCORE
LES CRIS DE MES
CAMARADES »**

Par Cerise Sudry-Le Dù (texte et photos) et Marian Prysiashniuk.

Je me souviendrai toujours du 4 avril 2022. Nous étions une dizaine de marins, repliés dans un bunker à Myrne, à côté de Marioupol. Notre lieutenant nous a fait déposer nos fusils, au prétexte qu'il avait négocié notre évacuation. En vérité, il nous avait trahis : à peine étions-nous sortis du bunker que des soldats russes nous encerclaient. Leurs voix se mélangeaient. Des officiers nous déclaraient « *prisonniers de guerre* ». D'autres nous désignaient comme « *criminels* ». Nous n'y comprenions rien. Personne, en tout cas, n'a évoqué les conventions de Genève¹.

Nous avons été conduits à une centaine de kilomètres dans la prison d'Olenivka, dans l'oblast [*région*] de Donetsk, occupé par l'armée russe. Nous y étions 300, entassés pendant dix-huit jours dans un préfabriqué. Nous dormions à même le sol, serrés les uns contre les autres pour supporter un froid proche des 5 degrés. Après deux semaines, j'ai été transféré en Russie. En deux ans, j'ai connu cinq prisons : Olenivka, Ryazhsk, Taganrog, Kursk, et la dernière dont j'ignore même le nom. Dans tous ces lieux, j'ai vécu l'horreur et l'humiliation.

Oleg Nechaiev un mois et demi après sa libération, en novembre 2024, à Kiev.

J'ai découvert la *priyomka*, le rituel d'arrivée. Une dizaine de gardiens forment un couloir, que les prisonniers traversent sous une pluie de coups de pied, de poing, ou de matraque en caoutchouc. Certains gardiens frappent si fort qu'ils brisent leur matraque. Parfois, ils lâchent sur nous des chiens de garde sans muselière. J'ai vu un homme se faire déchiqueter les mains avant d'être jeté dans une cellule. J'ignore ce qu'il est devenu, je ne l'ai jamais revu. D'autres ont eu le dos brisé, des membres fracturés, le crâne fissuré. Des médecins intervenaient pour ranimer ceux qui ne pouvaient plus tenir debout. Cette *priyomka* n'était que le début du cauchemar...

Les conditions d'hygiène étaient effrayantes. Nous vivions au milieu des cafards, des rats, des poux, des araignées, des tiques. La plupart du temps, nous n'avions ni savon, ni dentifrice, ni serviette, ni sous-vêtements. Seulement un drap infesté de puces. Les toilettes étaient dans la cellule, et il fallait supplier pour avoir droit à une douche froide d'à peine trois minutes par semaine. Tout sentait mauvais.

La nourriture ? À Olenivka, nous devions faire la queue pour une tasse d'eau trois fois par jour. En guise de repas, on nous servait une bouillie insipide, ou simplement de l'eau froide avec du chou ou des morceaux difficiles à identifier. Parfois, on repêchait des clous, des cheveux, des vis, des morceaux de verre. À Taganrog, on trouvait des excréments de souris sur le pain. Mais nous mangions, tellement nous avions faim. J'ai maigri de 35 kilos pendant ma détention.

Plusieurs Ukrainiens emprisonnés à Taganrog, dans la région russe de Rostov, ont depuis deux ans décrit les mêmes traitements dans *Le Monde* et sur Euronews notamment.

Les violences physiques étaient quasi quotidiennes. Elles variaient selon l'humeur des gardiens, mais il y avait une règle à respecter plus que toute autre. Quand un gardien entrait dans la cellule, il fallait regarder par terre. S'il m'arrivait de l'oublier, je prenais un coup de pied ou de poing. Chaque occasion était bonne pour nous punir. Les gardiens nous frappaient avec tout ce qu'ils trouvaient : tuyaux, cordes, matraques. J'ai été tasé² à plusieurs reprises :

pendant des interrogatoires, où, des centaines de fois, j'ai dû répondre à des questions sur mon rôle et sur celui de ma sœur dans l'armée, sur son grade, sur sa localisation... On me tasait aussi pendant les *shmon*, les fouilles de la cellule, et au retour de la douche, lorsque j'avais la peau mouillée. Les décharges électriques laissaient des marques sombres sur ma peau. Mes jambes étaient parfois si enflées que je ne pouvais plus enfiler mes chaussures, marcher, ou bien me tenir debout.

En août 2024, quand l'armée ukrainienne a pris la ville russe de Kursk, nos gardiens sont devenus complètement fous. Ils se sont mis à nous cogner matin et soir. Ils pouvaient entrer brusquement dans notre cellule, nous accuser d'épier leurs conversations, nous emmener dans le couloir et nous y tabasser. J'entends encore les cris de mes camarades...

Une mission de l'ONU du 26 juin 2024 a interrogé 600 prisonniers de guerre ukrainiens revenus de Russie. Tous rendent compte de cas de « tortures, coups brutaux, décharges électriques sur les parties génitales et attaques de chiens ». L'ONU a également interrogé 104 prisonniers de guerre russes, qui ont déclaré avoir subi des « actes de torture », des « coups ou des chocs électriques » durant leur captivité.

Les gardiens me traitaient de « nazi », de « fasciste » et de « *khokhol* » [terme péjoratif pour désigner les Ukrainiens]. Régulièrement, ils diffusaient à fond une chanson militaire à la gloire des bataillons russes. Ils répétaient sans cesse qu'il n'y avait « plus rien en Ukraine », que nous devions « nous préparer à devenir russes ». Ils nous informaient que nous allions être libérés, et nous embarquaient dans un véhicule pour nous conduire dans une autre prison. Dans celle de Kursk, après avoir passé un examen médical, un gardien m'a annoncé, sans me montrer de résultats d'analyses, que j'avais le sida. Un mois plus tard, il m'a avoué que c'était faux. Je ne savais que croire. Jusqu'à la fin de ma détention, j'ai dû vivre avec ce doute. Des gardiens ont dit à un codétenu qu'il avait un cancer, et l'on ignore si c'était vrai.

Je ne savais presque rien du monde extérieur. Dans le prison de Kursk, les gardiens m'ont transmis un



courrier de ma sœur, Mariia. Elle m'écrivait que la famille avait « rendu visite à notre marraine ». En langage codé, cela signifiait qu'elle avait quitté Méliopol, la ville où nous vivions, pour se réfugier à Kiev. J'ai reçu aussi une photo de ma famille et un dessin de mon plus jeune fils, Artem. Les gardiens m'ont accordé dix secondes pour les regarder, avant de les jeter par terre et de les piétiner. J'ai reçu deux lettres en tout. À ma libération, j'ai appris que ma sœur en avait envoyé des dizaines.

Quand j'ai été libéré en septembre 2024, j'ai peiné à y croire. Nous avons voyagé une nuit et un jour en bus et en avion, jusqu'à la frontière ukrainienne. J'étais à la fois heureux et confus dans mes pensées. Je n'arrivais pas à dormir. Il m'a fallu trois semaines pour reprendre mes esprits.

Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, un peu plus de 3 000 prisonniers de guerre ukrainiens ont été échangés avec la Russie depuis le début de l'invasion, comme Oleg Nechaiev. En juin, Vladimir Poutine affirmait en détenir encore 6 500 (contre 1 300 Russes détenus en Ukraine).

Mariia Chernikina montre une photo de son frère, publiée sur les réseaux sociaux russes en mars 2024.

Oleg a retrouvé sa femme atteinte d'un cancer et ses deux fils, dont le plus jeune, Artem.

En retrouvant ma femme, j'ai appris qu'elle souffrait d'un grave cancer. Elle est aujourd'hui en rémission. Je me rends tous les jours à l'hôpital pour des problèmes de foie, de vue, de mémoire, de troubles du sommeil, de stress, et de carences en vitamine D, dues au manque de soleil durant ma détention. L'État paie pour mes soins.

Je vis désormais avec ma sœur, ses enfants, ma femme et nos deux fils. J'accompagne les enfants à l'école, je les aide à faire leurs devoirs, on joue ensemble. Le plus jeune veut aller à la pêche, je l'emmènerai au printemps, quand il fera meilleur. Mon avenir ? Je ne sais pas. J'ai besoin de temps pour prendre une décision. Il est trop tôt pour me projeter. ●

1- La 3^e convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre date du 12 août 1949.

2- L'utilisation en mode « contact » du Taser provoque une douleur d'une telle intensité qu'elle s'apparente à un acte de torture ou à un traitement cruel, inhumain et dégradant, lire sur [amnesty.fr](https://www.amnesty.fr)



© ETINOSA YVONNE. DE LA SÉRIE « IT'S ALL IN MY HEAD ». COURTESY LEICA OSKAR BARNACK AWARD.

Dans leur tête

La violence physique laisse généralement des traces évidentes : membres amputés, cicatrices... Lors des conflits armés, c'est ce qui est le plus documenté. Mais comment donner à voir les séquelles psychiques des atrocités ?

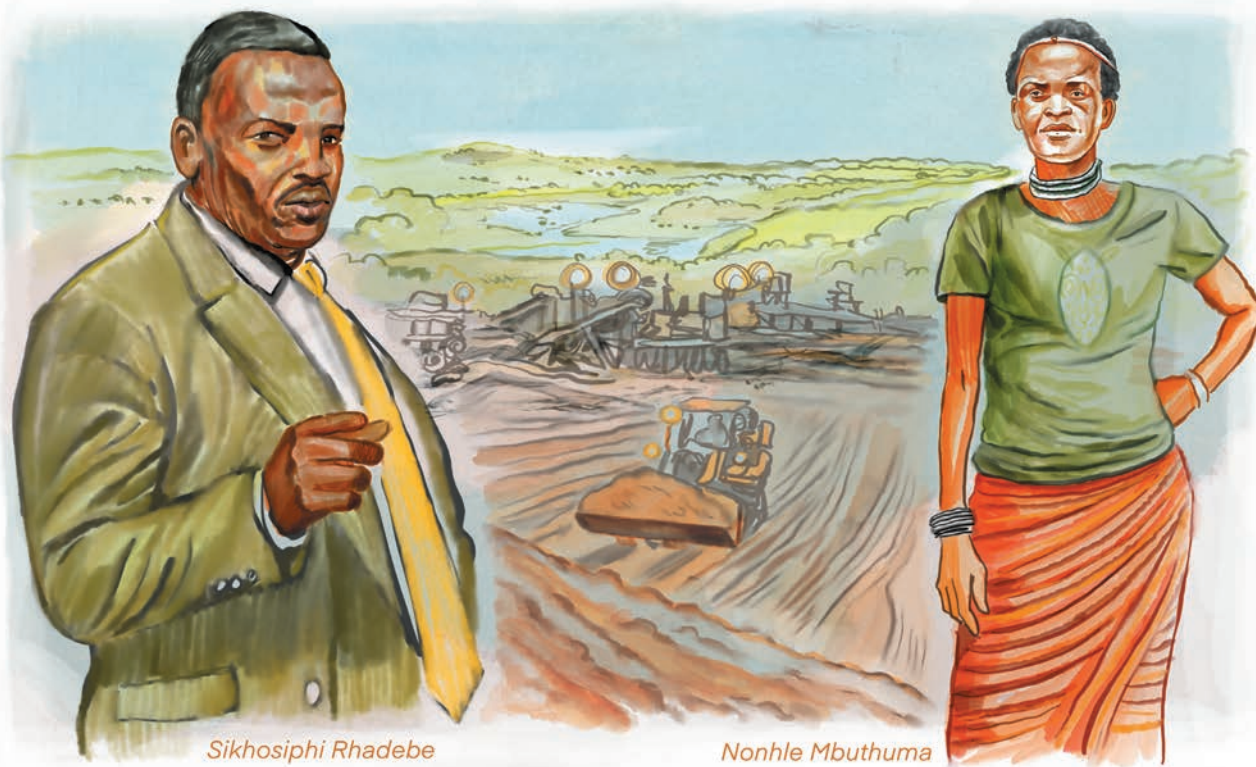
Etinosa Yvonne, Nigériane née en 1989, photographe autodidacte, propose une étonnante mise en forme pour résoudre ce paradoxe : rendre visible ce qui ne l'est pas. Elle a d'abord rencontré des femmes déplacées par la guerre opposant l'armée nigériane à Boko Haram dans le nord-est du Nigeria. Puis elle a réalisé des surimpressions de portraits associées à des images qui pourraient bien être celles qui hantent l'esprit des victimes de violences. Sachant que l'image ne peut tout dire, elle accompagne chaque composition de propos recueillis, présentés sous forme manuscrite, qui précisent le contexte.

Car sinon, comment savoir – au-delà de l'évocation d'une étrangeté – pourquoi cette jeune femme de 24 ans, au portrait cadré serré, se tient figée dans cette forêt, surimprimée comme un souvenir sur son visage ? Menacée par des membres de Boko Haram, elle s'y est cachée pendant quinze jours sans manger.

Etinosa Yvonne est l'une des douze finalistes du prix Leica Oskar Barnack.

Christian Caujolle
Cofondateur de l'agence VU'

RÉCIT



Sikhosiphi Rhadebe

Nonhle Mbuthuma

AFRIQUE DU SUD

Non aux extractions

En Afrique du Sud, une communauté lutte depuis vingt ans pour défendre ses terres ancestrales contre l'appétit des multinationales. Malgré les meurtres, les menaces et les tentatives de corruption, ses activistes résistent encore.

— Par Théophile Simon. Illustrations : Damien Roudeau.

C'était un soir de mars 2016, sur la Côte sauvage sud-africaine. Le village de Xolobeni, appartenant à la communauté autochtone amadiba, voit le jour décliner sur les vertes collines et les vastes dunes rouges qui bordent l'océan Indien. Soudain, une voiture arrive et s'arrête devant la maison de Sikhosiphi Rhadebe, un activiste écologiste d'une cinquantaine d'années. Deux hommes s'extraitent du véhicule puis frappent à sa porte. Sikhosiphi Rhadebe l'entrouvre. L'un de ses fils, âgé de 17 ans, se tient à ses côtés. Les visiteurs saisissent brutalement le père

de famille et le traînent vers leur véhicule. Il hurle, se débat, refuse de monter à bord. Ses kidnappeurs dégainent leurs pistolets et l'abattent de huit balles devant son fils, avant de fuir.

Le traumatisme est immense parmi les Amadiba. Depuis plus de quinze ans, ce peuple autochtone de quelques milliers d'âmes, pour la plupart agriculteurs, lutte pour préserver sa terre ancestrale de l'appétit d'une entreprise minière australienne, la Mineral Resource Commodities (MRC). Appuyée par l'État sud-africain, la multinationale

convoite les dunes de la côte, riches en titane, l'un des minerais les plus précieux au monde. Avec l'assassinat de Sikhosiphi Rhadebe, ce combat a fait une nouvelle victime, la plus éminente. En 2007, cet activiste avait fondé le Comité de crise amadiba (ACC) avec son amie Nonhle Mbuthuma, alors dans la vingtaine, pour défendre les 5 000 habitants de 5 villages menacés d'expulsion par le projet minier. Le comité avait mobilisé des ONG comme Amnesty International, alerté les médias, et porté l'affaire en justice.

Empoisonnements mystérieux

Mais la communauté des Amadiba se divise rapidement. Si beaucoup perçoivent la mine comme une menace pour leur mode de vie et un danger écologique, d'autres succombent aux avances de la MRC, qui promet de belles retombées économiques. Dès 2007, rapportent les journaux sud-africains, de mystérieux cadeaux affluent dans la région : panneaux solaires, colis de nourriture et uniformes scolaires. Certains chefs tribaux se pavent au volant de grosses voitures. L'un d'eux est même nommé au comité de direction de TEM, la filiale sud-africaine de la MRC. Les activistes amadiba suspectent la MRC d'être à l'origine de cette soudaine opulence. En janvier 2008, Scorpion Dimane, un militant opposé à cette corruption, meurt, mystérieusement empoisonné. Quelques mois plus tard, deux autres femmes

ayant interpellé un ministre venu promouvoir la mine connaissent le même sort. En 2015, des employés de TEM débarquent armés dans un village. Selon la presse de l'époque, ils s'accrochent avec des opposants au projet. Une femme est poignardée. Deux hommes blessés par balle. Les coupables ne seront jamais retrouvés.

Le jour de l'enterrement de Sikhosiphi Rhadebe, Nonhle Mbuthuma tremble devant le tombeau. Elle est dorénavant seule à mener la lutte contre la mine, dans une atmosphère de psychose. Plus tôt, des hommes armés de machettes ont attaqué deux militants, ainsi que deux journalistes venus couvrir les funérailles. Escortée désormais par un garde du corps, Nonhle se redresse, lance un regard sur les dunes rouges et traverse la foule sans un mot. Un long calvaire commence.

Deux ans et demi plus tard, en novembre 2018, soutenue par Amnesty International France¹, Nonhle obtient une victoire décisive : un juge suspend la construction de la mine, arguant que la MRC n'a pas suffisamment consulté les Amadiba. Ce jugement historique reconnaît pour la première fois les lois coutumières tribales. Un précédent juridique, qui permettra à d'autres communautés locales de revendiquer des consultations lors de projets de développement. La MRC fait appel, mais la construction reste suspendue, et la mine n'a toujours pas vu le jour.

La bataille ne s'arrête pas là. La direction de la MRC continue de manœuvrer. La multinationale envisage de construire une route côtière pour relier la future mine à l'auto-route, ouvrant ainsi la voie à des projets immobiliers : hôtels de luxe et résidences haut de gamme. Plusieurs villages risquent d'être rasés. Nonhle Mbuthuma avertit : « Cette route ne sert pas seulement la mine, elle va aussi attirer les prédateurs, les "lions affamés" qui voudront exploiter la Côte sauvage pour leur seul profit. » En 2019, avec l'aide d'ONG et de collectifs d'avocats, elle porte l'affaire en justice et parvient, encore une fois, à retarder les travaux.

Le combat contre Shell

Mais de nouvelles menaces apparaissent. En août 2021, le géant pétrolier anglo-néerlandais Shell obtient l'autorisation du gouvernement sud-africain de sonder les fonds marins situés au large des terres amadiba. Cette exploration, réalisée à l'aide d'ondes sismiques envoyées dans le sol 24 heures sur 24, dure cinq mois et menace la biodiversité marine – en particulier les baleines – et la pêche. Le combat contre Shell devient une priorité pour Nonhle et ses alliés. Des manifestations de soutien démarrent dans tout le pays, appelant au boycott du pétrolier. Des dons affluent vers la communauté. Nonhle réussit, en décembre 2021, à obtenir une suspension de l'exploration, le tribunal jugeant que Shell n'avait pas respecté l'obligation

LIGNE DE VIE *Vingt-deux ans de résistance amadiba*

2002	Découverte d'importantes réserves de titane près du village de Xolobeni.	2016	Assassinat de Sikhosiphi Rhadebe.	2021	Le gouvernement autorise le pétrolier Shell à sonder en mer.	2024	La Cour constitutionnelle suspend le permis d'exploration de Shell.
	2008	Empoisonnement de trois activistes.	2018	Les Amadiba obtiennent la suspension du projet de mine par la justice.			



Manifestation à Xolobeni en 2008

de consulter la population locale, qui entretient un «*lien spirituel et culturel particulier avec l'Océan*». Cette décision est confirmée en appel, puis par la Cour constitutionnelle en septembre 2024.

Un sous-sol toujours convoité

Après ce dernier jugement, Nonhle Mbuthuma s'accorde une pause. Elle marche le long de la Côte sauvage, convaincue que les esprits des morts vivent dans l'Océan. Elle parle à Sikhosphi Rhadebe, son ami et mentor défunt, en contemplant les dunes rouges et les vagues. Combien de temps leurs terres seront-elles préservées ? À l'horizon, des grues surgissent, marquant le début des travaux pour l'autoroute côtière et les hôtels de luxe. Shell, soutenu

par le gouvernement sud-africain, pourrait obtenir une nouvelle licence d'exploration début 2025. Les appétits pour le titane et pour l'or noir n'ont pas disparu. La MRC a revendu ses actifs miniers, mais l'État continue de lorgner le sous-sol des Amadiba. Une loi est en préparation pour attirer les entreprises minières. En 2023, des explorations sont à nouveau autorisées dans tout le pays.

Les assassins de Sikhosphi Rhadebe n'ont jamais été interpellés. Nonhle Mbuthuma se déplace toujours avec un garde du corps, les menaces de mort n'ayant jamais cessé depuis sa victoire contre Shell. En janvier 2023, un lanceur d'alerte l'avertit d'une tentative d'assassinat imminente. En mars 2024, un groupe d'hommes

armés de machettes bloquent une route pour empêcher les Amadiba de célébrer la Journée des droits humains. Pourtant, un mois plus tard, Nonhle remporte le prestigieux prix Goldman pour l'environnement aux côtés de Sinogugu Zukulu, un autre activiste engagé contre Shell. Ensemble, ils travaillent aujourd'hui au développement d'un tourisme durable le long de la Côte sauvage. Les deux Amadiba ont construit face à l'océan un lodge écoresponsable. L'endroit ne désemplit pas. ●

1 - Nonhle a été l'une des personnes mises en avant lors de la campagne de pétitions d'Amnesty International « 10 jours pour signer » en décembre 2018. Des groupes locaux amnistiens ont pris la suite exigeant sa protection. Grâce à leur action, la municipalité de Toul a nommé Nonhle citoyenne d'honneur.



Amina, 27 ans, a été détenue de février 2020 à août 2023 par des combattants appelés « shabaabs », qui signifie « les jeunes » en arabe.

Pendant sa captivité, elle a subi de nombreux viols collectifs. Elle est tombée enceinte. Les combattants lui disaient : « *Tu n'es pas une personne pour nous.* »

Amina a déménagé dans une ville plus sûre après avoir échappé aux miliciens. Elle n'a reçu d'aide ni du gouvernement ni de l'armée.

PORTFOLIO

LES SURVIVANTES DU CABO DELGADO

Par Margaux Solinas (texte) et Paloma Laudet (photos)

Assise dans le jardin d'une maison de Pemba, dans le nord-est du Mozambique, Amina¹, 27 ans, cache son ventre arrondi sous un pagne aux motifs léopard. Seuls ses pleurs troublent le silence. La jeune femme raconte sa captivité, aux mains du groupe Al Shabaab, de février 2020 à août 2023. Ce groupe, qui a prêté allégeance à l'État islamique, terrorise la région du Cabo Delgado d'où Amina est originaire. *«Le jour de mon kidnapping, les insurgés ont assassiné sous mes yeux une partie de ma famille. Ils ont emmené mon mari, j'ignore ce qui lui est arrivé. Je ne peux pas élever ce nouvel enfant seule»*, explique la jeune femme avant de fondre en larmes. Pendant plus de trois ans, elle a subi des violences physiques et sexuelles dans un camp d'Al Shabaab. L'enfant qu'elle porte est le fruit de l'un des nombreux viols dont elle a été victime.

Le groupe islamiste armé est actif dans le Cabo Delgado depuis 2017. Seule Pemba, la capitale provinciale, épargnée par leurs violences, accueille des réfugiés. L'Organisation internationale pour les migrations recense plus d'un million de déplacés et environ 5 000 morts. Les combattants d'Al Shabaab enlèvent des femmes et les marient de force pour s'en servir d'esclaves sexuelles.

Sharmila, 29 ans, est une autre de leurs victimes. *«Je suis restée captive un an, avant d'être sauvée par l'armée mozambicaine. Aujourd'hui, je veux juste ouvrir mon restaurant et vendre du matapa². Je fais le meilleur de la région»*, témoigne-t-elle en souriant.

1- Les prénoms ont été modifiés à la demande des témoins.

2- Plat préparé avec des feuilles de manioc pilées avec de l'ail et de la farine.



Un psychologue de Médecins sans frontières (MSF) anime un atelier près de Mocimboa da Praia, dans le nord-est du Mozambique.

Ce village a été attaqué quelques jours plus tôt par des shabaabs, qui ont tué 5 personnes, dont un employé de MSF.

Les combattants islamistes enrôlent aussi de nombreux enfants selon Human Rights Watch.

Chibanga, le 30 janvier 2024.



C'est sur cette plage du quartier de Paquitequete que débarquent par bateau de nombreux déplacés internes fuyant les violences ravageant le nord du pays.
Pemba, le 3 février 2024.



Autrefois touristique, l'île Ibo abrite le seul centre de santé de l'archipel de Quirimbas.

Anaya y vit avec ses enfants dans un camp de réfugiés. Elle s'y sent davantage en sécurité, même si elle n'a qu'une idée en tête : retourner sur le continent le plus vite possible.

Île Ibo, le 1^{er} février 2024.



Marameni Abude, 23 ans, et sa grand-mère sont originaires de Macomia d'où elles ont fui après des attaques.

Elles se sont d'abord réfugiées en 2019 à Mocimboa da Praia, puis un an plus tard à Pemba.

De nombreux déplacés ont dû fuir à plusieurs reprises. *« J'ai perdu deux frères lors des attaques. Ici, nous sommes en sécurité, mais nous n'avons pas de quoi nous payer à manger »*, déplore Marameni.

Pemba, le 3 février 2024.

CULTURE

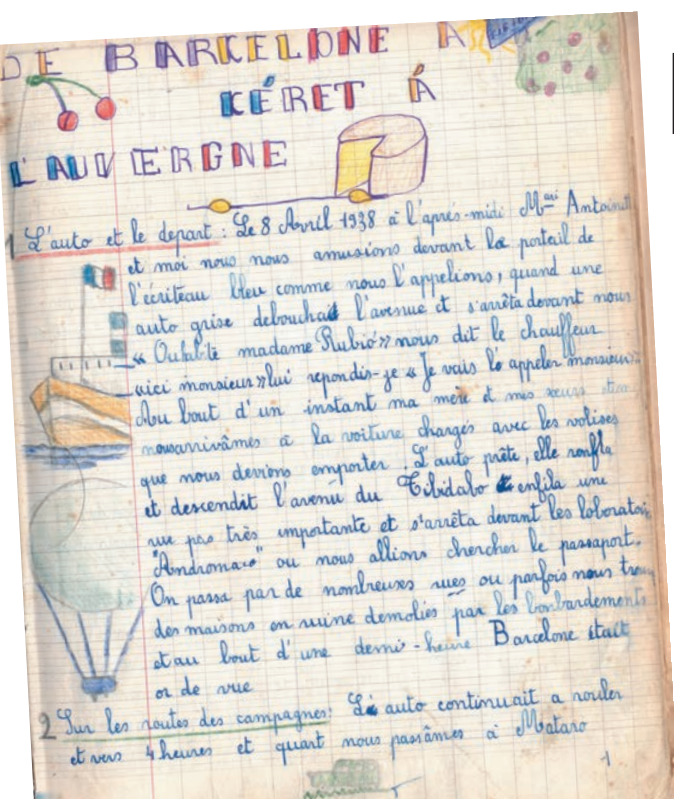


THÉRÈSE BONNEY

EXPOSITION

La guerre à hauteur d'enfant

Dessins, récits intimes, photographies, affiches... À Nanterre, une exposition nous éclaire sur la façon dont les enfants ont perçu et vécu les conflits armés du siècle dernier à nos jours.



Des écoliers sagement installés à leurs pupitres dans une salle de classe. Le doigt sur leurs cahiers ouverts, ils lisent. Un détail intrigant. Tous sont équipés d'impressionnants masques à gaz. Cette photo en noir et blanc a été prise entre 1940 et 1943 à Londres, lors d'un exercice contre d'éventuelles attaques chimiques. Cette image, comme tant d'autres exposées par la Contemporaine de Nanterre¹, nous fait voir la guerre à hauteur d'enfant et bouscule nos idées reçues.

« Cela peut surprendre, mais les enfants touchés par les conflits ont l'habitude de jouer à la guerre. Ainsi, dans le ghetto de Varsovie, il n'était pas rare de jouer à la police allemande », explique Manon Pignot, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Picardie Jules-Verne et co-commissaire de l'exposition. *Cela ne les empêche pas pour autant de faire la différence entre jeu et réalité. Ils jouent à la guerre pour se rassurer. C'est pour eux une manière de reprendre le contrôle sur le réel et de s'extraire de la brutalité de leur environnement.* » Anne Tournieroux et Manon



CI-DESSUS, DE GAUCHE À DROITE

Exercice de masque à gaz dans une école de Londres, 1940-1943.

Enfants réfugiés à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), 1941.

Pignot, les deux commissaires, ont construit un parcours en trois étapes : les enfants pris pour cible, leur quotidien pendant les conflits, et les tentatives d'endoctrinement. On s'arrête ainsi sur de troublantes maisons miniatures représentant un village allemand en feu. Une « pièce maîtresse », selon Manon Pignot, jamais exposée ailleurs, qui illustre « l'instrumentalisation du jouet pour nourrir la culture de guerre auprès des enfants ». Plus loin, des dessins d'enfants rwandais témoignent tant des atrocités subies pendant le génocide que de leur résilience. Hébergée dans un centre pour mineurs non accompagnés à Ndera, Christine, 7 ans, a dessiné sa famille assassinée devant leur maison. Son camarade Gassura, 14 ans, s'est, lui, représenté sous une grande fleur colorée en tant qu'éleveur de poules, son rêve pour l'avenir.

L'accumulation de photographies, dessins, jouets et journaux intimes du monde entier collectés au cours du xx^e siècle permet de déconstruire les stéréotypes. « On pourrait croire que les enfants soldats sont une spécificité du continent africain, explique Manon Pignot, mais des chercheuses ont établi que c'est la colonisation qui a apporté cette pratique. » La visite s'achève sur le visage de Kfir Bibas, un bébé israélien de neuf mois enlevé par le Hamas le 7 octobre 2023. À ses côtés, la photographie d'un correspondant palestinien de l'AFP montre des adolescents qui fuient un bombardement à Gaza. « L'enjeu pour notre institution est de documenter l'histoire en marche, conclut Anne Tournieroux. Nous ne pouvons pas passer à côté de ce conflit sans le replacer dans son contexte. » – Adélaïde Robault

1– Service interuniversitaire rattaché à l'université Paris-Nanterre, spécialisé dans l'histoire européenne des xx^e et xxi^e siècles.

Enfants en guerre, guerre à l'enfance ? De 1914 à nos jours

Exposition de la Contemporaine, Nanterre
Jusqu'au 15 mars, à partir de 12 ans.

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Il existe des abécédaires sur presque tout. Il en manquait pourtant un sur les subversions. C'est chose faite grâce à Martin Le Chevallier, né en mai 1968 ! Son répertoire comporte 1 200 entrées sur les plus improbables façons de militer avec audace et créativité. De A comme « Aveugler les caméras » en utilisant de puissants lasers pour se prémunir de la reconnaissance faciale... à V comme « verbaliser des 4×4 » (pour de faux) en suggérant à leurs propriétaires de rompre avec leur solitude par le covoiturage ou le métro. Comme pour tout abécédaire, le livre se prête au picorage aléatoire, à la recherche des meilleures pépites. Telle l'histoire de cet homme déguisé en Schtroumpf, expulsé par des agents de sécurité de Disneyland qui ne voulaient pas « de Schtroumpfs ici ». Ou celle de ce collectif organisant des manifestations au petit matin pour répondre aux propos du candidat Sarkozy sur « la France qui se lève tôt ». L'auteur, artiste et chercheur, est lui-même un habitué des gestes subversifs. Il a, par exemple, entrepris de sécuriser un bassin du jardin des Tuileries à l'aide de petits bateaux de police télécommandés. Vous l'aurez compris, les lettres W, X, Y et Z n'ont pas trouvé preneur. Pour la prochaine édition du répertoire, il ne vous reste plus qu'à mettre en place une action où il sera question de warranter, xylographier, yodler ou zinzinuler.

Répertoire des subversions. Art, activisme, méthodes,
Martin Le Chevallier
Éd. Zones, 296 p., 20,50 euros.

EXPOSITION

Échappatoires

Une échelle multicolore adossée à un tableau. Sur la peinture, un garçon au visage doux. À l'instar des précédentes expositions de l'artiste Seth, « Escape Games » s'inspire du monde de l'enfance. Ses œuvres représentent des petits, de profil ou de dos, en train de peindre, lire, danser sans entraves... Autant d'espaces de liberté conçus comme des échappatoires poétiques, qui invitent le spectateur à se tourner vers l'art et la beauté. À l'image de ce garçon qui, face à la fumée noire des usines, dessine un voilier multicolore.

Né en 1972, Seth, pseudonyme de Julien Malland, s'est fait connaître au milieu des années 1990 en réalisant des graffitis sur les murs du 20^e arrondissement de Paris. Depuis, le street artist a voyagé, peignant sur les murs des villes des enfants confrontés à la dureté du monde qui les entoure. Comme cette Shanghaïenne aux longs cheveux noirs qui serre dans ses bras une petite maison, alors que les vieux quartiers alentour sont en train d'être détruits. Plus souvent, les enfants de Seth sont résilients, libres et combatifs, telle cette jeune Ukrainienne, une couronne de fleurs dans les cheveux et le drapeau ukrainien brandi fièrement, qui marche sur des tanks. Un appel aux adultes pour un avenir plus lumineux. – Pauline Bandelier

Escape Games

Seth

Galerie Itinérance (Paris 13^e)

Jusqu'au 28 février, entrée gratuite.

ROMAN

Au pays des Sudètes



Le Tumulte et l'Oubli s'ouvre sur un discours glaçant d'Hitler datant du 26 septembre 1938. Il expose son programme pangermaniste, notamment pour les Sudètes, région frontalière de Tchécoslovaquie peuplée d'Allemands. « 10 millions d'Allemands vivent hors des frontières du Reich, des Allemands qui veulent retourner dans leur patrie ! Nous avons droit devant Dieu, et devant le monde, de continuer à faire valoir nos prétentions sur ces 10 millions d'Allemands. »

Dans ce roman historique, Timothée Demeillers livre un récit inspiré de son histoire familiale. « Mes deux grands-parents maternels étaient allemands des Sudètes depuis plusieurs générations ; ils y ont grandi jusqu'à leur expulsion, en 1945, vers l'Allemagne où ils n'avaient jamais vécu. C'est resté un tabou pendant toute leur vie », s'est-il confié dans les médias. L'action démarre en 1938 dans la petite cité de Jedlov, en Bohême, qui devient Tannberg, puis reprend son nom à la fin de la guerre. Dans cette ville imaginaire, l'auteur raconte les vies écrasées de ceux qui, en une génération, ont traversé le régime nazi, puis communiste, avant d'être emportés par la violence du capitalisme postsoviétique. Nous suivons le destin de Sieglinde, une jeune Allemande amoureuse d'un Tchèque, dont la famille acquise au Reich subira la déception de la défaite, puis la vengeance des vainqueurs. Nous rencontrons aussi Ivetka, mariée à 14 ans et première femme tzigane à s'émanciper, à faire des études puis à quitter Jedlov pour servir la cause socialiste. À travers les vies de ces personnages et de leurs familles qui se construisent et se déconstruisent, le roman dévoile la tragédie d'une région oubliée du « grand récit » de l'histoire, pour reprendre les mots de l'un des personnages. Un récit choral, à la fois fort et nuancé. – Flore de Borde

Le Tumulte et l'Oubli

Timothée Demeillers

Éd. Asphalte, 517 p., 24 euros.





LIVRE

Graphiste d'utilité publique

Un gant de boxe enserme un délicat bouquet de roses d'où perle une goutte de sang ; une colombe nidifie dans un casque militaire. De la lutte contre les violences faites aux femmes au pacifisme, une monographie passionnante consacrée au graphiste Régis Léger retrace quinze années de « *cris sur les murs* ». Appelé affectueusement Dugudus par son père lorsqu'il était enfant, ce militant de gauche se forme à l'école Estienne et aux Gobelins puis file à La Havane, fasciné par la production des affichistes de la révolution cubaine. Loin de l'image publicitaire, l'illustrateur opte pour l'image d'opinion et travaille principalement pour des commandes publiques, des partis politiques (PC, LFI) ou en autoédition. Partisan de l'art pour tous, il donne à voir ses images, affiches ou fresques dans la rue, « *la plus belle des galeries au monde* ». Mieux, l'artiste installe son atelier de sérigraphie portatif en plein air et distribue ses affiches aux manifestants afin d'échanger avec eux

sur les grandes luttes qui l'animent. Ses images aux couleurs franches, pensées pour frapper les esprits, renouvellent le langage graphique en y joignant une dose d'humour et de détournement. Ici, un cow-boy fait du rodéo sur un sexe géant, accroché à sa monture par une capote, « *lutter contre le sida reste un sport de combat !* ». Ailleurs, un CRS avance prêt à abattre sa matraque tandis que son bouclier affiche « *Free Hugs* » (« câlins gratuits »). Si une image vaut mille mots, c'est un langage qui engage, comme l'explique Dugudus à la sémiologue Valérie Yobé dans la préface du livre. Car l'image d'opinion exige tout à la fois « *un devoir de sincérité et une justesse de propos* ». Réjouissant, cet ouvrage prolonge la grâce éphémère de l'affiche en lui conférant, pour notre plus grand bonheur, une seconde vie pérenne. – Fanny Leroy

Politique de l'image

Dugudus, en coédition avec *Le temps des cerises*
320 p., disponible sur dugudus.fr, 12 euros.

LIVRE

Petit manuel de lutte contre l'antisémitisme

Jonas Pardo
et Samuel Delor

En 14 chapitres, ce manuel permet de disséquer en profondeur le phénomène antisémite. D'abord sous un angle historique, puis par thèmes. Aucun bord politique n'est épargné. À l'instar de l'écologiste René Dumont qui, deux semaines après l'attentat de la rue Copernic, le relativise dans la presse. Les auteurs ne se contentent pas d'analyser, mais proposent aussi des solutions concrètes, comme celle d'enseigner le fait religieux à l'école. – G.O.

Éditions du commun, 438 p., 20 euros.

BD

Souffler sur le feu

Joe Sacco

Après ses grands voyages en Bosnie et en Palestine, Joe Sacco nous embarque en Inde, dans la province de l'Uttar Pradesh. Grâce à son trait réaliste noir et blanc, le dessinateur décortique une série d'émeutes ayant opposé il y a dix ans la communauté hindoue des Jats à des populations musulmanes. Son objectif : comprendre le rôle que joue la violence dans une démocratie. Fidèle à son approche, Sacco nous livre un récit riche en informations qui éclairent la complexité du sujet. – G.O.

Éd. Futuropolis, 144 p., 22 euros.



Nanterre sur scène

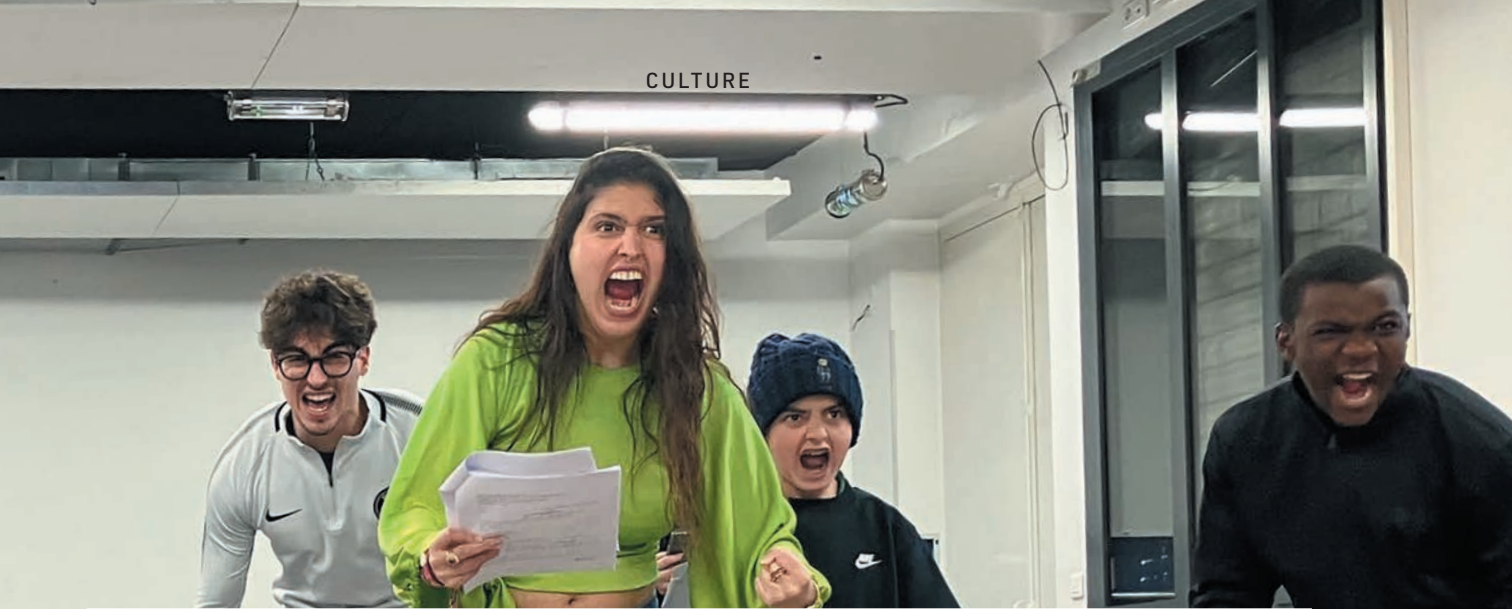
Un an et demi après la mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre, 14 jeunes montent sur scène. Ils crient leur colère, leurs révoltes, mais aussi leur amour de la banlieue où ils ont grandi. La répétition commence.

Les lumières de la salle du théâtre des Amandiers s'éteignent. Seul le ciel gris du dehors découpe encore les silhouettes des adolescents répétant leur pièce. « *Là, vous êtes dans les rues de Nanterre* », glisse Julie Bertin, metteuse en scène de la compagnie Birgit Ensemble. Ayachi, 21 ans, allure fine, le visage encadré de boucles brunes, s'avance doucement : « *1 h 03. La ville s'autodévore. Elle n'a jamais été aussi brutale.* » Ses yeux fixent un point au-dessus d'un public pour l'heure imaginaire, comme s'il était perché au sommet d'une tour. « *Et la ville hurle sa colère. Et ces gens crient. Ils crient tellement que leurs voix ne forment qu'un seul son.* »

« *Plus fort ! Vers nous !* », encourage Jade Herbulot, la seconde metteuse en scène. Le groupe de jeunes déambule soudain en tous sens, puis forme un bloc. Les paroles fusent. « *C'est le chaos, je trouve ça beau.* » « *Pablo-Picasso, c'est la cité où j'ai grandi. Un tueur d'enfant reçoit le soutien du Rassemblement national. Un tueur d'enfant reçoit plus d'un million d'euros.* » « *Ça se passe toujours pareil.* »

« Fier de dire que je viens de là »

Le 27 juin 2023, un policier a tué le jeune Nahel Merzouk par un tir à bout portant. Le quartier Pablo-Picasso, où l'adolescent de 17 ans a grandi, est le cœur des soulèvements face au racisme et aux crimes policiers. Un an plus tard, le théâtre des Amandiers et l'espace jeunesse Pablo-Picasso font passer des auditions, et une douzaine de jeunes montent, au fil des semaines, leur propre spectacle. Ils l'appellent « *Nemetodorum* », l'antique nom de Nanterre, qui signifie « *bourg sacré* », à la hauteur d'une cité qui a rayonné pendant des siècles. « *Quand tu dis que tu viens de Nanterre, il y a plein d'a priori : limite, on te regarde bizarre, introduit Simon, un garçon au regard passionné derrière ses lunettes. Moi, j'ai toujours été fier de dire que je viens de là : j'adore ma ville. Il y a toutes les origines, toutes les religions,*



et on vit tous ensemble. Si tu ne connais pas, tu as du mal à l'imaginer. »

Ce projet collectif raconte la beauté et les déchirures de Nanterre. Mieux que personne, puisque le texte est issu d'ateliers d'écriture menés en septembre et octobre par les habitants-comédiens. « *On écrivait des textes sur l'automutilation, sur le quartier Pablo-Picasso, sur la mort du petit Nahel. On avait carte blanche. Moi, quand j'écris, je mélange tout, je peux écrire deux, trois pages...* », raconte Aymen, le cadet de la troupe, âgé de 14 ans. « *OK, Victor Hugo* », le taquine Ayachi. Ce dernier, féru de théâtre, a l'habitude d'écrire « *des monologues, des poèmes* ». Cette fois, il a fallu exprimer « *comment on se sent, dans ce milieu urbain. Forcément, Nahel est beaucoup revenu, mais il y avait aussi plein d'autres choses à raconter* ».

Les textes ont été mis en forme par l'écrivain Noham Selcer. « *On ne pouvait pas tout garder, on a dû faire du tri. Mais on aurait pu faire un truc de quatre heures tellement on a des choses à dire ! Ce sont des sujets qui méritent d'être traités profondément* », soutient Leonor. La jeune femme de 22 ans profite d'une pause pour s'asseoir aux côtés de Nesrine, du même âge qu'elle. Elles ont entamé des pizzas dont l'odeur titille bientôt les narines de la plupart de leurs camarades. D'autres improvisent un pas de danse, sur une musique lancée par un téléphone. Un dernier répète son monologue, seul dans un coin. « *On dénonce des faits graves. On parle de notre ville. De ce qu'on vit. Toutes ces choses peuvent toucher d'autres banlieues, et ça, je trouve ça vraiment cool* », glisse Nesrine, avant que la répétition ne reprenne.

« On ne voulait pas tomber dans le cliché »

Bruit d'explosion. Le sol de la salle est frappé simultanément par tous les pieds des comédiens. Désormais, les jeunes forment un groupe resserré. Tantôt grimaçant de peur, tantôt exprimant une rage silencieuse. « *Le théâtre s'est avéré être l'une des*

« Quand tu dis que tu viens de Nanterre, il y a plein d'a priori : limite, on te regarde bizarre »

meilleures réponses pour raconter le quartier après les émeutes. On ne voulait pas tomber dans le cliché. On voulait quelque chose de poétique », précise Nicolas Sene, coordinateur de l'espace jeunesse Pablo-Picasso. Cet acteur associatif bourré d'énergie, également réalisateur indépendant, est à l'origine du projet. Il avait à cœur de « *montrer qui sont les gens de ce quartier, qui sont ces jeunes, dans leur incroyable mixité* », comme il le résume.

En racontant ainsi Nanterre et ses habitants, ce projet « *s'inscrit dans l'histoire du théâtre documentaire, fondé sur un rapport plus direct à la réalité politique* », expose François Lecour, directeur des relations avec les publics du théâtre des Amandiers. Une suite logique d'un projet de lecture à voix haute mené depuis quatre ans avec des élèves de primaire, initié par Christophe Rauck, le directeur du lieu. Les enfants comme les adolescents se produiront sur la scène des Amandiers les 8 et 9 février. Dans les mêmes conditions que les pros, avec le soutien des équipes techniques. Ce théâtre, le jeune Simon y travaille comme ouvrier. « *Je commence tout juste à réaliser que l'on va jouer dans cette grande salle des Amandiers... C'est très symbolique pour moi. J'en suis hyper fier* ». Au vu de l'implication de ces jeunes, sérieux et motivés, « *ce groupe peut durer* », croit Nicolas Sene. Il a confiance en eux : « *Je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve... Mais je rêve de monter un jour notre propre troupe de Nanterre.* » - Maïa Courtois

VIE DU MOUVEMENT

– Pages réalisées
par Grégoire Osoha



EN FANFARE

Pour changer l'histoire de personnes en danger dans le monde, les militants de Rambouillet investissent le marché de la ville en musique.

C'est Noël à Rambouillet, une commune de 7800 habitants, du département des Yvelines. La voix de Mariah Carey résonne dans les enceintes des rues commerçantes. Ce 14 décembre, dans le

froid matinal, une vingtaine de personnes se réunissent place du Rondeau. Quatre jours après le 10 décembre, elles célèbrent la Journée internationale des droits humains. Le lieu ne doit rien au hasard. Ici se trouve une stèle dédiée à René Cassin, le Prix Nobel de la paix, inaugurée en 1998 par Gérard Larcher, alors maire de la ville. « *Depuis, nous n'avons jamais manqué un anniversaire* », confie Jean-Paul, militant des premières heures du groupe local. Philippe, le secrétaire du groupe, prend la parole pour déplorer la fin de l'âge d'or des droits humains. Janine Christienne, l'adjointe au maire en charge de la solidarité internationale, exprime ensuite sa gratitude envers des associations comme Amnesty International, qui luttent au quotidien pour offrir un avenir meilleur aux générations futures. « *Au fil des années, on a souhaité rendre cet événement plus festif et plus accessible au grand public* », reprend Jean-Paul. Depuis près de dix ans, les militants d'Amnesty International Rambouillet commémorent la journée des droits humains un samedi, jour de marché, en invitant une fanfare locale à animer une grande déambulation. À la fin des discours, les trompettes, trombones et soubassophones s'emballent dans une reprise énergique de « Billie Jean » de Michael Jackson. Suivent « Freed from Desire », « Partenaire particulier », « Bella ciao » ainsi que des classiques de Pharrell Williams et de Beyoncé. Dans les travées du marché, le cortège ne passe pas inaperçu. Les militants profitent de l'occasion pour distribuer le tract « *Changez leur histoire* » (voir encadré). Ils interpellent les passants :



AU CENTRE

L'alliance des droits humains en jaune et de la musique en orange.

© GRÉGOIRE OSOHA

À DROITE

Campagne « Changez leur histoire » 2024.

© DR



CHANGEZ LEUR HISTOIRE



AMNESTY
INTERNATIONAL

« Savez-vous que vous pouvez changer la vie de quelqu'un à l'autre bout du monde ? Ça ne marche pas à tous les coups, mais c'est très simple et ça vaut la peine d'essayer. » Quand les mains sont occupées par les sacs à provisions, les tracts se retrouvent directement glissés entre les poireaux et les salades.

Quatre fois, la fanfare marque une pause. Les militants prennent alors le micro pour sensibiliser les Rambolitains aux histoires de personnes en danger dans le monde. Nicole raconte celle de Joel Paredes, éborgné par une balle en caoutchouc lors d'une manifestation en Argentine. René présente Oqba Hashad, emprisonné en Égypte en raison des activités de son frère militant (voir p. 52). Jacqueline parle de Manahel al Otaibi, détenue depuis plus de deux ans en Arabie saoudite pour sa tenue qualifiée d'« indécente » et ses publications sur les réseaux sociaux. À l'exception du « roi du bijou », bradant ses colliers de 2,50 à 3 euros, le public semble attentif à ces témoignages. Même le père Noël, qui distribue ses bonbons aux enfants, s'arrête pour écouter. Les militants appellent ensuite à signer les pétitions sur le site internet d'Amnesty International, et la musique reprend.

« Lorsque la météo est clémente, ce type d'événement est super intéressant pour nous. Car il permet de toucher un public qui n'a pas l'habitude de prendre part à nos actions », explique Jean-Paul. Mais pour les membres du groupe local, cette manifestation ne se limite pas à cette journée. Le 10 décembre, la salle de spectacle La Lanterne a fait salle comble pour la projection du film *Nuestras madres* de César Diaz sur les disparitions forcées pendant la guerre civile au Guatemala. Au cours de la semaine, les militants sont aussi intervenus dans quatre demi-classes du lycée Louis-Bascan, à la demande d'un professeur de littérature qui voulait sensibiliser ses élèves à l'engagement. Il semble avoir trouvé les bons interlocuteurs. ●

CHANGEZ LEUR HISTOIRE

— Depuis 2001, à l'occasion de la Journée internationale des droits humains qui célèbre la naissance, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, Amnesty International mène une action mondiale en faveur de 10 personnes ou groupes de personnes en danger, intitulée « Changez leur histoire ». Avec près de 6 millions d'actions (pétitions, courriers, événements) en 2023, il s'agit du plus grand événement pour les droits humains au monde.

AGENDA Pour en savoir plus : www.amnesty.fr/agenda

Concert au profit d'Amnesty International

C'est quoi ? Le groupe « Vallée de Chevreuse » d'Amnesty International organise un concert à Orsay. Après le quatuor « Les Jardins de la Musique », puis la chorale ACHOR d'Orsay dirigée par Jean-Paul Bosselut, il invite depuis trois ans l'ensemble vocal Jazz Sing Swing. Le répertoire et les arrangements inédits de ce groupe vont de la chanson française à des standards de jazz, en passant par la musique latino...
Entrée libre, tous publics.
Plus d'infos : jf.gouyet@aliceadsl.fr

C'est où ? La Bouvèche, 71 rue de Paris, 91400 Orsay.

C'est quand ? Le 9 mars, de 16 h à 17 h 30.

BEAUNE (21)
Foire aux livres
Chapelle de l'Oratoire
Beaune@amnestyfrance.fr
31 janvier-2 février

PARIS (75 017)
Ciné-débat
Oasis de paix, d'Henri Poulain
Avec l'Association des Amis français de Neve Shalom-Wahat as Salam
Café Hoba à 19 h 30
43, rue Bernard-Buffet
twattellier@gmail.com
5 février

LAGNY-SUR-MARNE (77)
Ciné-débat
Un paese di resistenza
Cinéma Le Cinq
De 20 h à 23 h
amnesty.marnelavallee@gmail.com
6 février

CASTELNAU-LE-LEZ (34)
Loto
Salle Le Kiasma, de 19 h à 23 h

1, rue de la Crouzette
montpellier@amnestyfrance.fr
11 février

GANGES (34)
Exposition
« Quand la liberté s'expose »
Artistes en soutien au Cubain Luis Manuel Otero Alcántara
Espace culturel De l'Autre Côté 24, rue Jeu-de-Ballon
Vernissage le 8 février à 18 h
sudcevennes@amnestyfrance.fr
6-13 février

SAINT-BRIEUC (22)
Foire aux livres
Place Octave-Brilleaud
De 10 h à 18 h
saintbrieuc@amnestyfrance.fr
15 et 16 février

SAINT-DIÉ-DES-VOSGES (88)
Foire aux livres
Espace François-Mitterrand
De 9 h à 18 h
saintdie@amnestyfrance.fr
22 et 23 février

BONNES NOUVELLES



Iwao Hakamada, le 14 octobre 2024.

JAPON **Enfin libre**

Après plus de quarante-cinq ans passés dans le couloir de la mort japonais, Iwao Hakamada, 88 ans, a finalement été acquitté le 26 septembre 2024. Le tribunal de district de Shizuoka l'a innocenté du meurtre de son ancien patron et de sa famille, pour lequel il avait été condamné à mort en 1968. Considérant que ses aveux avaient été forcés, la Cour suprême du Japon a ordonné, en 2020, qu'Iwao soit rejugé. Boram Jang, chercheuse pour Amnesty International, s'est réjouie de cette décision tout en invitant le Japon à abolir la peine de mort.

FRANCE **Justice pour Zineb**

Rappelez-vous. Le 1^{er} décembre 2018, à Marseille, en marge d'une manifestation de Gilets jaunes, Zineb Redouane, 80 ans, reçoit une grenade lacrymogène au visage alors qu'elle ferme ses volets. Elle décède le lendemain à l'hôpital d'un arrêt cardiaque. Six ans plus tard, le CRS suspecté d'avoir tiré est mis en examen pour homicide involontaire. M^e Bouzrou, l'avocat de la famille de Zineb, souhaite désormais que le superviseur du CRS soit, lui aussi, mis en examen. Zineb Redouane faisait partie des cas défendus par Amnesty International dans le cadre de l'opération « 10 jours pour signer ».

ACTIONS DU MOIS

IRAN

Cécile Kohler

Excellence,

Je vous écris au sujet de la détention de Cécile Kohler, professeure de lettres modernes de 39 ans, arrêtée avec son compagnon lors d'un voyage en Iran le 7 mai 2022. Elle est accusée d'« espionnage ». Le 6 octobre 2022, la Radio-télévision de la République islamique d'Iran a diffusé ses « aveux » forcés. Cette même année, elle a été soumise à une disparition forcée pendant plus de six mois, un crime au regard du droit international. Depuis le 13 avril 2024, elle n'a pas été autorisée à téléphoner à sa famille. Le ministère français des Affaires étrangères a dénoncé une politique de « prise d'otages d'État » et le « chantage permanent » exercé par les autorités iraniennes. Il condamne la « pratique odieuse des aveux forcés et publics » et « les conditions inhumaines et indignes » qui lui sont infligées. En tant que membre/sympathisant-e d'Amnesty International, j'exhorte les autorités iraniennes à libérer Cécile Kohler immédiatement et sans condition, et à diligenter une enquête indépendante et impartiale sur sa situation, conformément à la convention internationale contre la prise d'otages. Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma haute considération.

AGIR

Adressez vos appels à

Son Excellence Monsieur
Mohammad Amin Nejad
Ambassade de la République
islamique d'Iran
4, avenue d'Iéna, 75116 Paris

CHINE

Zhang Zhan

Madame la directrice,

Je vous fais part de ma profonde inquiétude pour Zhang Zhan. Cette journaliste citoyenne se trouve au centre de détention du nouveau district de Pudong alors qu'elle n'a fait qu'exercer son droit à la liberté d'expression et à la défense des droits d'autrui. Après sa condamnation à quatre ans de prison pour avoir dénoncé la mauvaise gestion de la crise du Covid-19 par les autorités chinoises, elle avait recouvré sa liberté le 13 mai 2024, avant d'être à nouveau incarcérée pour avoir « provoqué des querelles et des troubles ». Au 8 octobre 2024, Zhang Zhan était détenue depuis plus de 37 jours. Or, passé ce délai, selon le Code de procédure pénale chinois, les autorités auraient dû l'arrêter officiellement, invoquer un autre article du Code ou la libérer, ce qui n'a pas été fait. De plus, sa famille est la cible de mesures d'intimidation et de menaces de la part des autorités.

En tant que membre/sympathisant-e d'Amnesty International, je vous appelle à libérer Zhang Zhan immédiatement et sans condition, et à veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, elle puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix ou désignés par sa famille. Enfin, je vous demande de veiller à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements. Veuillez agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma haute considération.

AGIR

Adressez vos appels à

Ma Xuebo - Directrice du bureau de la
sécurité publique du district de Pudong
de la municipalité de Shanghai
655 Dingxiang Road
Pudong, Shanghai 200120
République populaire de Chine
Courriel : english@mail.gov.cn

Copie à envoyer à

Ambassade de la République populaire de Chine
20, rue Monsieur, 75007 Paris
Courriel : chinaemb_fr@mfa.gov.cn

Retrouvez cette action et d'autres propositions sur : [amnesty.fr/personnes](https://www.amnesty.fr/personnes)

LA CHRONIQUE

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Anne Savinel-Barras

RESPONSABLE ÉDITORIALE

Pauline David

RÉDACTRICE EN CHEF

Virginie Roets

PREMIÈRE SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Claire Laudereau

RÉDACTEUR RESPONSABLE CULTURE

Grégoire Osoha

JOURNALISTES

Aurélie Carton

Michel Despratx

ASSISTANTE ICONOGAPHE

Vanessa Lepoutre

CONTACT RÉDACTION

chronique@amnesty.fr

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Anouchka

Pauline Bandelier

Flore de Borde

Christian Caujolle

Maia Courtis

Laurène Daycard

Bernard Debord

Josette Debord

Éric Dourel

Elsa Dupont

Fiora Garenzi

Pierre Haski

Paloma Laudet

Fanny Leroy

Fanny Martier

Pauline Lépine

Adélaïde Robault

Damien Roudeau

Théophile Simon

Margaux Solinas

Cerise Sudry-Le Dù

CORRECTRICES

Mireille Berkani

Élisabeth Maucollot

CONCEPTION / RÉALISATION

Élise Desmars-Castillo

Virginie Heid

Teresa Malheiro

EN COUVERTURE

© Fiora Garenzi et Cerise Sudry-Le Dù

ABONNEMENTS

3 €/mois ou 36 €/an

(30 € si membre
d'Amnesty International)

CONTACT ABONNEMENTS

smd@amnesty.fr

IMPRESSION

Aubin Imprimeur

86 240 Ligugé

N° DE COMMISSION PARITAIRE

0424684664

ISSN : 0761-9359

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2025

La Chronique, mensuel
d'Amnesty International France
76, boulevard de la Villette
75 940 Paris cedex 19



Vivre en tyrannie

M^{ME} MAO CONTRE LES ARTISTES

par BERNARD DEBORD

« *J'étais le chien de Mao. Quand il me disait de mordre, je mordais* »

– Jiang Qing



DATES CLÉS

19 MARS 1914
Naissance
de Jiang Qing
à Zhucheng.

NOVEMBRE 1938
Mariage avec
Mao Zedong.

1966-1976
Révolution
culturelle.

9 SEPTEMBRE 1976
Décès de Mao
Zedong.

6 OCTOBRE 1976
Arrestation
de Jiang Qing.

25 JANVIER 1981
Condamnation
à mort avec
sursis.

14 MAI 1991
Probable suicide
en prison
à Pékin.

Pékin, août 1966 : la chorégraphe Jiang Zuhui dirige une répétition de l'opéra-ballet *Le Détachement féminin rouge*, adaptation d'un film à succès. Soudain, Jiang Qing, l'épouse de Mao Zedong, le vieux leader de la Chine communiste, fait irruption dans la salle. À l'extérieur du théâtre, on perçoit le tumulte des Gardes rouges qui battent le pavé aussi bien que de malheureux citoyens, suspectés d'adhérer à la culture, aux idées, aux coutumes et aux habitudes anciennes, ces « Quatre Vieilles » que Mao charge la jeunesse de combattre. Le mot d'ordre d'une « Révolution culturelle » que lance le Grand Timonier. Il veut retrouver une influence perdue depuis les erreurs du Grand Bond en avant qui ont conduit à une famine désastreuse : de 30 à 40 millions de victimes. Son opération politique sur le plan culturel va passer par Jiang Qing et ses rêves de revanche. Revanche d'une actrice de second plan des années 1930 à qui le haut de l'affiche s'est refusé ; revanche d'une femme contre les compagnons d'armes de Mao, qui ont mis pour condition à son mariage que cette intrigante n'occupe aucune fonction politique. En cet été torride, peu importe à Jiang Qing, promue cheffe du Groupe de la Révolution culturelle, que Mao, amateur de jeunes femmes, ne partage plus sa couche. Son heure est venue : « *Au début, dira-t-elle, la sexualité est attirante, mais, finalement, ce qui retient l'intérêt, c'est le pouvoir.* » Le pouvoir de faire table rase de la culture produite avant elle. Pour le malheur de Jiang Zuhui, c'est par l'opéra que commence

l'œuvre de destruction. La chorégraphe, d'abord soumise par les Gardes rouges à de dégradantes séances de critiques, est envoyée en « rééducation » à la campagne, tandis que Xie Jin, le réalisateur du film, est affecté au balayage des studios de Shanghai. Jiang Qing prend alors à son compte le ballet, en supprime les scènes jugées bourgeoises ou « érotiques », substitue des postures guerrières aux gestes gracieux des danseurs et introduit une fin quasi religieuse à la gloire de Mao. Avec les mêmes stéréotypes que ceux de cet opéra désormais « révolutionnaire », huit « spectacles modèles » vont être quasiment les seuls autorisés sur les scènes et écrans chinois, pendant les dix ans du règne culturel de M^{me} Mao. Celle-ci considérant que « *le capitalisme, du strip-tease au fauvisme et à l'impressionnisme, n'a produit qu'un flot interminable d'obscénités* », tous les artistes, y compris une myriade d'écrivains et de journalistes, eurent à subir la même « purification ». Le 27 avril 1968, Jiang Qing s'adresse à la foule : « *Le marteau à la main pour m'attaquer aux conventions, je déclare que la symphonie capitaliste est morte.* » Dans la foulée, Lu Hongen, chef de l'Orchestre symphonique de Shanghai, d'abord passé à tabac par des Gardes rouges, est fusillé en public. Le lendemain matin, en application des directives, un responsable de la Sécurité publique se présente chez sa veuve et lui tend un projectile, avec ces mots : « *Vous devez 20 centimes, c'est ce que cette balle a coûté !* » ●



UN SÉJOUR DE RÊVE UN GESTE SOLIDAIRE

Soutenez-nous en réservant
un séjour dans un hôtel
au profit d'Amnesty International

SOLIKEND www.solikend.com

Solikend (contraction de « solidaire » et « week-end ») est une entreprise de l'économie sociale et solidaire, portée par une petite équipe basée à Biarritz. En lien avec des hôteliers solidaires indépendants, cette plateforme créée en 2018 propose des chambres d'hôtel à la location pour lesquelles 100 % du paiement est reversé à des associations.

Convaincue de la pertinence de ce projet qui vise à favoriser le tourisme local, tout en proposant une alternative solidaire aux grandes plateformes du tourisme, Amnesty International France est partenaire* de Solikend depuis 2019. Ainsi, Amnesty International peut être choisie comme bénéficiaire par toute personne achetant une carte cadeau ou réservant directement un séjour sur le site www.solikend.com

*Partenariat validé par le Bureau du Conseil d'administration sur avis positif du CFRF comme prévu dans le cadre de la procédure SF 14 CFRF 03

**AMNESTY
INTERNATIONAL** 



ÉGYPTE

Oqba Hashad

Parce que son frère militait pour les droits humains, Oqba Hashad, étudiant de 28 ans, est maintenu en détention provisoire en Égypte depuis plus de cinq ans. Des policiers de l'Agence de sécurité nationale l'ont enlevé de force et torturé à l'électricité. Privé de la prothèse de jambe qu'il utilise depuis son enfance, Oqba risque de subir des séquelles irréversibles au niveau de la colonne vertébrale.

Illustration d'Elsa Dupont